

Municipales

➔ **NOS ANALYSES**
pages 1 à 3

NOS RÉSULTATS
pages 13-14

Dossier

pages 8-9

**À BAS LA GUERRE
DE L'IMPÉRIALISME
AU MOYEN-ORIENT !**

RÉVOLUTIONNAIRES

53 19 MARS 2026 • 2 € • LE JOURNAL DU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



ÉDITORIAL

**Travailleurs,
travailleuses,
faisons entendre
notre voix par
nos luttes**

Les tambouilles d'entre-deux tours des municipales battent leur plein. Mais leurs enjeux n'ont rien à voir avec les angoisses du monde du travail et de la jeunesse, salaires, emplois, logements, prix à la pompe, ni avec notre avenir dans un monde ravagé par les guerres.

C'est l'abstention qui est sortie gagnante du premier tour. Les secteurs les plus ouvriers ont le moins voté, dégoûtés par des politiques qui, de droite comme de gauche, n'ont fait que porter des coups au monde du travail. À cette abstention populaire s'ajoutent les cinq millions de travailleurs et de travailleuses étrangers qui n'ont pas le droit de vote bien qu'ils vivent, travaillent et payent des impôts ici. Ces élections, comme toutes, offrent une image déformée de l'opinion, où les travailleurs sont sous-représentés.

Le bloc du centre, du PS de Hollande aux LR de Wauquiez en passant par les macronistes, a subi un recul. Quoi de plus normal ? Par le nouveau budget, ils viennent de voter la suppression de 20 000 emplois dans l'hôpital public, des coupes dans l'éducation nationale, la culture et les transports... au nom d'une « austérité » à deux vitesses puisque l'armée et ses fournisseurs comme Dassault

SUITE PAGE 2 >>

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES



SITE WEB : npa-revolutionnaires.org

INSTAGRAM | X (TWITTER) : @npa_revo

YOUTUBE : @npa.revolutionnaires

POLITIQUE	p. 1 à 4	INTERNATIONAL	p. 5 à 7	DOSSIER	p. 8-9	PREMIÈRES LIGNES	p. 10 à 12	CULTURE	p. 15
Éditorial Travailleurs, travailleuses, faisons entendre notre voix par nos luttes	Nucléaire: • Macron en docteur Folamour... • Il y a 15 ans : l'accident de Fukushima	À bas le militarisme ! Pétrole russe : le business avant tout Le Parlement européen approuve la création d'une ICE européenne Femmes en Afghanistan : un degré supplémentaire dans l'horreur Chili : Kast, partisan de Pinochet, au pouvoir Sénégal : le vrai visage du Pastef, parti réactionnaire et homophobe En République démocratique du Congo, une « paix » à la Trump La collaboration de l'impérialisme espagnol avec		À BAS LA GUERRE DE TRUMP ET NETANYAHOU Mauvais calculs ou chaos prémédité Une guerre pour le Moyen-Orient et son pétrole La guerre relancée au Liban Un nouveau piège pour les Kurdes ? États-Unis : une opposition grandissante à la guerre Du feu des pasdarans à celui des bombes Macron dans l'engrenage		Ville de Paris : des grèves orphelines d'une politique de regroupement École de Vire : la colère s'étend Pas de poste de CPE supplémentaire, pas de rentrée à JJR (95) ! Travailleurs de l'UGC Les Halles en grève pour les salaires Grève contre le travail gratuit à La Poste MNA de Rouen : leur place est à l'école ! Deuxième tentative de bâillonner le collectif CGT Monoprix Ile-de-France : deuxième échec	SNCF : • Souffrance et résistance • Les 35 heures dans le viseur • Un guide inouï de bêtise	Livres • Musique	
La progression tellement prévisible de l'extrême droite aux municipales Augmentation des prix du gaz et du carburant : cette guerre n'est pas la nôtre, ce n'est pas à nous d'en payer le prix.	Égalité femmes-hommes : des instruments de mesure foireux pour occulter la question ! Stratégie électorale de la gauche : je t'aime, moi non plus !							NPA JEUNES-R p.16 Alice Cordier : « pierre-feuille-ciseau... SS » Vent de colère sur les lycées contre l'austérité Journées « portes ouvertes »... au commissariat Parcoursup, MonMaster, quel avenir sous le capitalisme ? De Toulouse à Nanterre : police partout, justice nulle part	

»» SUITE DE L'ÉDITORIAL

voient leur budget augmenter de plus de 7 % et que les grands groupes continuent à être arrosés d'argent public.

Ces politiciens qui nous font subir toutes ces attaques se disent impuissants à bloquer le prix de l'essence, alors que Total profite de la guerre de Trump contre l'Iran en faisant les poches de ceux qui prennent leur voiture pour se rendre au travail ! Les mêmes se disent inquiets de la montée du RN ? Mais quelle est la différence entre Bardella, Retailleau ou Darmanin ? Ils partagent la politique pro-patronale et les attaques racistes qui visent à diviser le monde du travail pour mieux l'exploiter.

L'extrême droite est tout autant du côté des riches que les macronistes. Mais elle charrie encore plus de violence sociale et politique et encore plus de racisme, comme l'ont montré les marches d'hommage au jeune néo-nazi mort à Lyon. Ce sont les pires ennemis des travailleurs et des travailleuses. Leur progression électorale, c'est 40 ans de politiques anti sociales et racistes de droite comme de gauche, mais aussi des logiques d'unions électorales sans principes pour des places.

Le fait que les listes de la France insoumise aient progressé, dans un contexte de diabolisation indigne, y compris de la part des Verts ou du PS, montre qu'une partie de notre camp social ne veut pas se laisser enfermer dans une alternance Macron-Le Pen.

Mélenchon appelle à un « front antifasciste », une tentative de ressusciter le « nouveau front populaire ». Comment des alliances avec le PS, parti qui a dégoûté les électeurs de gauche et fait monter le RN, pourraient... lui barrer la route ? Aucune solution ne viendra des urnes.

LES TRAVAILLEURS ET LES TRAVAILLEUSES PRODUISENT TOUT, ILS DOIVENT DÉCIDER DE TOUT !

Il n'y a pas de fatalité. Seules nos luttes et notre intervention militante peuvent bouleverser le scénario d'une victoire du RN en 2027. Plus de cent mille travailleurs, travailleuses et jeunes ont exprimé cette perspective en votant pour l'extrême gauche révolutionnaire, notamment pour Lutte ouvrière, le NPA-R, le Parti des travailleurs ou Révolution permanente, dont les scores, certes modestes, connaissent une progression par rapport à 2020.

La force des travailleurs vient de leur rôle dans la société, de leur capacité à tout produire comme à tout bloquer. C'est dans la lutte de classe, par la grève, que le rapport de force avec le patronat peut changer. C'est aussi comme cela que nous pourrions nous opposer à la marche à la guerre dans laquelle Macron et tous ses prétendus opposants, du PS au RN, voudraient nous entraîner. Mais pour cela il faut se doter d'un plan pour nos luttes. Les batailles qui nous attendent ne se joueront pas dimanche prochain au second tour, mais dans la rue et dans les entreprises !

• 17/03/2026

La progression tellement prévisible de l'extrême droite aux municipales

En 2014, le Rassemblement national avait remporté 10 communes à l'échelle nationale, 17 en 2020... 24 sont déjà tombées dans son escarcelle dès le premier tour de 2026. Quasiment tous les maires sortants du RN ont été réélus au premier tour, les autres sont en bonne position pour l'être au second. Louis Aliot, vice-président du RN a été réélu à Perpignan, une ville de plus 100 000 habitants, avec 50,61 % des voix. Dans les deux communes du Pas-de-Calais, Hénin-Beaumont et Bruay-la-Bussière, emblématiques de la « stratégie de la cravate » et de « l'ancrage municipal » du parti d'extrême droite, les deux proches de Marine Le Pen, Steeve Briois et Ludovic Pajot, sont quasi plébiscités avec respectivement 81,4 % et 77,7 % des voix. Le RN a fait de nouvelles conquêtes comme la commune de Nomexy, dans les Vosges, emportée à cinq voix près. Tout comme Cagnes-sur-Mer, quatrième ville la plus peuplée des Alpes-Maritimes, remportée par le député Bryan Masson. À Harfleur, commune ouvrière de la banlieue havraise et bastion du PCF depuis des décennies, c'est un adepte des Patriotes de Philippot (dissident du RN), qui emporte la mairie avec dix voix d'avance. Quant à David Rachline, privé du soutien officiel du RN en raison de ses poursuites judiciaires et de la publication d'une photo le montrant avec des militants du GUD, il a été réélu dès le premier tour à Fréjus (Var).

Dans 60 autres villes, le RN, avec le renfort de son principal allié, l'UDR de Ciotti, comme à Nice, mais aussi à Toulon et à Nîmes par exemple, est arrivé en tête du premier tour. À Marseille, le candidat du RN, Franck Allisio, obtient un peu plus de 35 % des voix et talonne le maire sortant PS. Le RN espère remporter au deuxième tour Carcassonne, où son candidat Christophe Barthès arrive légèrement en tête (34,52 %).

Certes, cette progression n'a rien d'une « vague brune ». Les listes officiellement labellisées par le RN et son allié Ciotti étaient au nombre de 482, soit environ 18 500 candidats. C'est mieux qu'en 2020 (325 listes pour 14 200 candidats),

mais encore très loin des 650 listes annoncées en fanfare il y a quelques mois, et obtenu à la faveur du rapprochement avec les troupes d'Éric Ciotti.

Il n'y a pas d'accélération inattendue de son implantation mais le RN poursuit son enracinement local. Pour prendre un point de comparaison, le Parti socialiste, qui a pourtant beaucoup maigri depuis une dizaine d'années, compte encore, avec les listes d'union de la gauche, plus de 540 listes dans le pays et en 2014, il en présentait plus de 1 400. Alors que l'extrême droite dans son ensemble regroupe 618 listes, la gauche (hors extrême gauche) et la droite en présentent environ 2500 chacune... Cinq départements qui abritent 13 % de la population nationale concentrent près d'un tiers des listes RN et apparentées : le Pas-de-Calais, les Bouches-du-Rhône, le Nord, le Var et la Gironde.

Sans être une « vague brune » donc, cette progression va permettre au RN de faire grossir le nombre de ses conseillers municipaux et d'apparaître comme le fer de lance de l'union des droites à l'approche des présidentielles de 2027. Bardella a appelé ouvertement les candidats de droite à la fusion dimanche pour faire « barrage à l'extrême gauche ».

Après la publication par *Mediapart* de ses centaines de tweets antisémites, racistes et négationnistes, plus personne ne peut douter désormais que Quentin Deranque était un nazillon. Et personne ne devrait douter que le RN, qui le considère comme « l'un des siens, l'un de sa tribu », est bien un parti qui se prépare à gouverner pour les intérêts du patronat, aux côtés de bien d'autres politiciens bourgeois pas gênés aux entournures.

MARIE DAROUEEN • 17/03/2026

CONTACTEZ-NOUS

courrier.des.lecteurs@npa-revolutionnaires.org

ABONNEZ-VOUS : VERSION PAPIER

6 MOIS 20€ OU 25€ PRIX DE SOUTIEN
12 MOIS 40€ OU 50€ PRIX DE SOUTIEN

NOUVEAU : VERSION NUMÉRIQUE

1 AN 20€

• PAR CARTE BANCAIRE (SUR LE SITE)
npa-revolutionnaires.org/abonnement



• PAR CHÈQUE
À l'ordre : "Les Amis de Révolutionnaires - Journal du NPA"
ADRESSE : LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA BP10147, 75562 PARIS CEDEX 12

RÉVOLUTIONNAIRES

NUMÉRO 53 • 19 MARS 2026 • 2 EUROS

ÉDITÉ

« LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA »
ASSOCIATION LOI DE 1901.
ADRESSE : BP 10147, 75562 PARIS CEDEX 12
BUREAU DE L'ASSOCIATION : MARIE-HÉLÈNE DUVERGER,
AURÉLIEN GAUTREAU, CLAUDE ROUSSET

DIRECTEUR DE PUBLICATION ET RESPONSABLE DE RÉDACTION
AURÉLIEN GAUTREAU

CPPAP 0525 P 11528

NUMÉRO ISSN 2970-6548

TIRAGE 3 000 EXEMPLAIRES

IMPRESSION POP - PARIS OFFSET PRINT
30, RUE RASPAIL, 93120 LA COURNEUVE
TÉL. : 01 49 63 66 66

AUGMENTATION DES PRIX DU GAZ ET DU CARBURANT

Cette guerre n'est pas la nôtre, ce n'est pas à nous d'en payer le prix

Alors que les travailleurs iraniens et libanais se prennent les bombes sur la tête, ici les travailleurs doivent payer le prix de l'augmentation du gaz et du carburant, alors que cette guerre est menée uniquement pour les profits des groupes capitalistes, notamment pétroliers.

À peine quelques jours après le début de l'attaque des États-Unis, les prix commencent à augmenter à la pompe alors même que le carburant vendu était encore celui raffiné avant le début du conflit. Total et les autres géants de l'industrie pétrolière, en bons profiteurs de guerre, y ont vu une opportunité d'augmenter leurs profits.

Avec le blocage du détroit d'Ormuz par lequel transite un cinquième du pétrole et du gaz naturel liquéfié de la planète, les prix continuent leur progression. Le Gasoil a même augmenté plus vite que l'essence pour atteindre la barre des 2 euros le litre, en hausse de 15 % depuis le début de la guerre. Ce sont bien évidemment les travailleurs et travailleuses les plus modestes qui paient de plein fouet cette augmentation, celles et ceux qui n'ont pas les moyens de changer de véhicule pour en acquérir un plus moderne et qui sont obligés d'utiliser

leur voiture tous les matins pour aller bosser.

Le gaz a déjà augmenté au début du mois de mars de 5,3 % pour le chauffage et de 4 % pour la cuisson et l'eau chaude, et il devrait subir une nouvelle augmentation de 5 à 10 % début mai. Près de 7 millions de foyer sont concernés.

Alors que ces hausses relèvent pour l'instant de la pure spéculation, les États du G7 ont annoncé qu'ils écoulent leurs réserves stratégiques pour faire baisser les prix. Une bonne affaire pour ces États, dont la France, de vendre au plus cher ! Compter sur la loi de l'offre et de la demande plutôt que d'imposer un blocage des prix (une mesure que Macron refuse et que Bardella a qualifiée de « soviétique ») est un enfumage. Ces institutions sont au service des multinationales du pétrole.



Les travailleurs auraient les moyens de faire payer ces grands groupes ultra-riches en imposant un contrôle sur le prix des carburants. Mais ce sont aussi les entreprises florissantes d'armement - les Dassault, Thalès et Safran qui se gavent sur la mort des peuples - et même tous les patrons pour lesquels on doit se déplacer pour aller bosser et se faire exploiter, que nos luttes pourraient mettre à contribution en leur imposant des augmentations de salaires.

JULIETTE STEIN • 16/03/2026

NUCLÉAIRE

MACRON EN DOCTEUR FOLAMOUR...

Le 2 mars, Macron lançait dans un discours : « Pour être libre, il faut être craint. Pour être craint, il faut être puissant. » Il ne s'agissait pas de développement personnel mais bel et bien d'annoncer le renforcement de l'arsenal nucléaire français. Avant d'être une source d'énergie supposément bon marché, le nucléaire a été développé pour un usage militaire. Dans un contexte de réarmement généralisé et de tensions internationales accrues, Macron veut maintenir l'impérialisme de seconde zone qu'est la France dans la course. Mais, si les États font preuve de beaucoup de zèle quand ils perfectionnent leurs engins de mort, ils sont beaucoup moins regardants concernant les dangers du nucléaire y compris civil. La population en a fait l'amère expérience : au Japon en subissant les bombardements américains en 1945 à Hiroshima et Nagasaki, mais aussi ailleurs en faisant les frais des catastrophes des centrales nucléaires de Three Mile Island, Tchernobyl et, plus récemment en 2011, de celle de Fukushima.

ROBIN KLIMT • 16/03/2026

IL Y A 15 ANS : L'ACCIDENT DE FUKUSHIMA

UNE CATASTROPHE PAS SI NATURELLE

Le 11 mars 2011, un tremblement de terre de magnitude 9 provoquait un tsunami au nord-est du Japon. Les vagues ont déferlé sur la centrale nucléaire de Fukushima, entraînant la fusion de trois réacteurs. Début avril, on comptait 10 000 morts et 16 000 disparus, pour beaucoup victimes des explosions survenues dans la centrale et des rejets toxiques.

Lors de la construction de la centrale, le gouvernement et l'entreprise Tepco avaient promis qu'il n'y aurait jamais d'accident. Mais Tepco avait été épinglée de multiples fois pour ses manquements aux règles de sécurité, notamment en 2002, après le recensement de 97 incidents depuis 1978. Tepco reconnaît en 2012 avoir minimisé les risques de tsunami pour éviter une fermeture. La réaction chaotique des autorités, qui ont essayé dès le début de minimiser la catastrophe, a elle aussi contribué à aggraver les dégâts.

DÉSASTRE ÉCOLOGIQUE ET SOCIAL

Les déchets nucléaires et produits toxiques ont contaminé toute la région, mais aussi l'océan Pacifique. Les maladies en tout genre ont affecté les habitants, parfois au-delà de la région de Fukushima, à cause de la contamination de l'eau et de la nourriture. Le fait que le gouvernement ait rehaussé le seuil de toxicité (au-delà duquel on ne pouvait consommer les produits affectés) n'y est pas pour rien.

Pour décontaminer la centrale, des milliers d'ouvriers (surnommés les « liquidateurs ») ont été mobilisés, souvent très mal payés et protégés de façon sommaire. En plus des



morts, on compte des centaines de milliers de déplacés. Le gouvernement japonais a annoncé en 2017 la suppression des indemnités de dédommagement pour les déplacés, alors même que les zones autour de Fukushima ne sont pas toutes décontaminées, leur laissant le choix entre rentrer chez soi et mourir de maladie, ou mourir de la misère.

UN DANGER TOUJOURS ACTUEL

La catastrophe de Fukushima, comme celle de Tchernobyl ou de Three Mile Island, met à mal le discours des industriels qui présentent l'énergie nucléaire comme une énergie verte et sûre. Mais leur soif de profit se traduit par la volonté systématique de faire des économies, notamment sur la sécurité, en particulier par le recours à la sous-traitance, et prépare de nouvelles catastrophes, au Japon comme dans les autres pays, en particulier en France.

R. K. • 16/03/2026

ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES

Des instruments de mesure foireux pour occulter la question !

Le gouvernement français est supposé transposer dans la loi avant le 7 juin une directive européenne sur l'égalité femmes-hommes. Il vient seulement de transmettre sa copie aux syndicats, et seulement pour le secteur privé, ce qui ne permettra pas de respecter les délais prévus. Il faut dire que la question de l'égalité femmes-hommes est le cadet des soucis de Macron-Lecornu !

Au début de son premier quinquennat, Macron avait fait de l'égalité femmes-hommes une « Grande Cause nationale ». Las ! Les chiffres de l'Insee montrent que, en 2024 dans le secteur privé, le revenu salarial moyen des femmes était en moyenne inférieur de 21,8 % à celui des hommes. En cause, en partie, les temps partiels imposés. Mais, même en effectuant les calculs à temps de travail égal, l'écart restait de 14 %.

La « grande cause nationale » avait donné lieu, en 2019, à la création d'un indice, « l'index Pénicaud », du nom de la ministre du Travail de l'époque : les entreprises de plus de cinquante salariés doivent renseigner plusieurs indicateurs donnant lieu à l'attribution de points - augmentations de salaire au retour d'un congé maternité, écart de salaires hommes-femmes, etc. Au-delà de 75 points (sur 100), une entreprise est à l'abri de tout reproche... Sauf que, par exemple, le non-respect de l'article L1225-26 du Code du travail - qui oblige à accorder les mêmes augmentations de salaire à des femmes lors de leur retour de congé maternité qu'à leurs collègues pendant cette période - ne « coûte » que 15 points et une entreprise ne respectant pas cette loi peut parfaitement être en règle du point de vue de l'index Pénicaud !

La transposition de la directive européenne de 2023, qui doit remplacer cet index foireux, est supposée être réalisée avant le 7 juin prochain. Mais le gouvernement est en retard et n'a rendu sa copie que pour le secteur privé. Il prévoit la mise en place de sept indicateurs que devront renseigner toutes les entreprises de plus de 50 salariés. Par exemple, en cas d'écarts de salaires supérieurs à 5 %, les entreprises auront l'obligation... de négocier (entreprises de moins de 100 salariés) ou de « faire une évaluation conjointe » avec le CSE et de mettre en œuvre des mesures (entreprises de plus de 100 salariés)... Sans obligation de résultat puisqu'aucune sanction financière n'est prévue ! Autre exemple, le texte prévoit que les salariés pourront demander des renseignements sur « leur niveau de rémunération et sur les niveaux de rémunération moyens, ventilés par sexe, des salariés relevant de la même ca-

tégorie [qu'eux] ». Mais rares seront celles qui oseront réclamer ces informations !

« C'est une régression par rapport à l'existant », a relevé Myriam Lebki, secrétaire confédérale CGT. L'index Pénicaud n'a guère fait avancer l'égalité femmes-hommes, et ce n'est pas son remplacement par la transposition à la sauce Lecornu des directives européennes qui le fera... Les manifestants et manifestantes étaient nombreux dans la rue le 8 mars dernier. Il faudra d'autres manifestations et d'autres luttes pour que l'égalité devienne autre chose qu'un hochet dans les mains de gouvernants qui n'en ont rien à faire !

J.-J. F. • 15/03/2026

STRATÉGIE ÉLECTORALE DE LA GAUCHE

Je t'aime, moi non plus !



« Au premier comme au second tour, il n'y aura pas d'accord national entre le Parti socialiste et La France insoumise », a répété sur tous les tons Olivier Faure, le premier secrétaire du Parti socialiste (PS) et tous les caciques du parti, Hollande en tête. La présence du mot national n'était évidemment pas anecdotique et à Toulouse, Nantes, Avignon, Lyon, Brest, Limoges, Clermont-Ferrand, des accords ont bien été conclus pour fusionner les listes pour le second tour. Y compris à Tulle, le fief de François Hollande, où le PS a passé un accord avec LFI ! Cela va donc d'un clair accord politique, comme à Toulouse, à un accord dit « technique », comme à Nantes ou Brest. Et, même là, il y a des nuances ! À Nantes, les candidats LFI sur la liste de la maire PS sortante, Johanna Rolland, ont annoncé qu'ils siègeraient dans

l'opposition. À Brest, le côté « technique » mis en avant assume son aspect « politique », puisque le maire sortant PS, François Cuillandre, a précisé : « Le souhait que nous avons, c'est de continuer cette aventure en commun de la gauche. » En revanche, à Marseille, Paris ou Lille, le PS a refusé tout accord avec LFI : une situation significative puisque, dans ces deux premières au moins, le risque est grand de perdre la mairie. À Marseille c'est le candidat LFI, Delogu, qui a décidé de se retirer.

La contradiction ne fait que refléter la situation dans laquelle se retrouve le Parti socialiste. S'il a maintenu, globalement, ses positions aux municipales et a besoin de toute la gauche institutionnelle pour conserver des bastions, ses dirigeants ont les yeux tournés vers les prochaines échéances : la présidentielle

et les législatives de 2027. Et, là, la situation ne se présente pas du tout de la même manière !

Les dirigeants du PS ont, de fait, pris acte de la porosité de la « frontière » (ténue...) entre la droite des Retailleau-Wauquiez et l'extrême droite de Le Pen-Bardella-Ciotti. Avec une gauche qui a montré au premier tour des dernières législatives qu'elle plafonnait à moins de 29 %, les dirigeants du PS semblent plutôt vouloir mettre la balle au centre : se rapprocher des macronistes, en escomptant que, de toute façon, les voix de la gauche leur seront acquises aux seconds tours. Un virage déjà amorcé depuis des mois avec, entre autres, le soutien de fait du PS au gouvernement Macron-Lecornu en lui permettant l'adoption du budget.

Pour la droite, la mort de Quentin Deranque a été une aubaine pour déplacer le « cordon sanitaire » du Rassemblement national vers LFI et préparer ainsi les esprits à l'union de la droite et de l'extrême droite. L'occasion était trop belle pour les caciques du PS de se joindre à ce concert de voix hypocrites et clamer ainsi haut et fort la fin de l'union de la gauche. Au niveau national, dirait prudemment un Olivier Faure pour qui Mélenchon « n'a pas la capacité d'emmener la gauche vers la victoire et de barrer la route à l'extrême droite ». Traduisez : avec l'appui des macronistes en mal de leader, l'un des nôtres aurait ses chances face à l'extrême droite.

Difficile de dire ce que vaut un tel calcul électoral : la période est plutôt à la polarisation, peut-être pas encore sociale, mais au moins dans les votes. Appuyé sur sa réputation « de gauche », le PS a sans doute maintenu ses positions au premier tour des municipales.

Mais ce que montrent les résultats de ce premier tour, c'est un renforcement de l'extrême droite d'un côté - que nous analysons dans un article page 2 -, et une poussée de LFI, jusqu'à peu présente de façon autonome dans les élections locales.

Les buts d'un Mélenchon sont eux aussi purement électoralistes. Mais, si son langage est double - institutionnel et radical à la fois -, c'est le côté radical qui séduit de très nombreux jeunes qui ne voient pas en quoi la politique des dirigeants de LFI détourne systématiquement leur colère vers des impasses électorales. De ce point de vue, la poussée de LFI est un signe encourageant pour les luttes de demain. À condition qu'une autre perspective, une perspective de classe, révolutionnaire, soit proposée à ceux qui constituent la base militante de LFI. Et qui, immanquablement, découvriront l'énorme hiatus entre leurs aspirations et les buts des Mélenchon et autres Bompard.

Il appartient aux organisations révolutionnaires de planter dès maintenant cette perspective. Une perspective dont la crédibilité dépendra non seulement de nos efforts militants aux uns et aux autres, mais de notre capacité à offrir un front uni en construisant un pôle des révolutionnaires.

JEAN-JACQUES FRANQUIER • 16/03/2026

À bas le militarisme !

Allemagne : grève lycéenne contre le retour du service militaire

Le 5 mars, des dizaines de milliers de lycéens en Allemagne ont fait grève contre la réintroduction du service militaire – une réussite après une première journée en décembre, où 55 000 jeunes étaient descendus dans la rue dans une centaine de villes.

La première date de grève avait eu lieu le jour du vote de la loi qui réintroduit une forme de service militaire après sa suspension en 2011. Volontaire, en un premier temps, mais incluant la possibilité d'un service obligatoire. En guise d'appât, un salaire brut de 2700 euros, des aides pour le permis, ainsi que des avantages déjà existants pour les soldats.

Et, dès le 1^{er} janvier 2026, des formulaires obligatoires de recensement pour la génération 2008. Sur les réseaux, des jeunes ont appelé à refuser de remplir ce formulaire.

Le « chargé de la défense militaire » du gouvernement rendait son rapport la veille de la grève et confirmait les craintes des jeunes : malgré 25 000 nouveaux soldats en 2025 – il s'est plaint d'une croissance trop lente : si la carotte ne marche pas, ce sera le fouet du service obligatoire.

Depuis le 5 décembre, les lycéens ont continué à s'organiser par les réseaux, parfois en « comité de grève » par lycées. Le 14 février, un « comité central de

grève lycéenne » réunissait plus de 250 délégués dans la Ruhr. Dans de nombreuses grandes villes, des « comités régionaux » ont organisé des diffusions de tracts et des collages. Une campagne dynamique pour préparer la grève, à laquelle nos camarades du RSO (Organisation socialiste révolutionnaire) ont participé activement.

Le 5 mars a été une réussite aussi importante que le 5 décembre : des grèves et manifestations dans plus de 140 villes du pays avec plus de 50 000 lycéennes et lycéens en manifestation. À Berlin, les organisateurs annoncent 10 000 manifestants.

Les slogans principaux étaient très politiques : « *Les riches veulent la guerre, la jeunesse un avenir !* », « *Pas un homme, pas un centime, pour la Bundeswehr !* », ou encore, avec plus d'humour, « *J'ai des compétences, j'ai un caractère, je n'ai pas besoin d'un uniforme* ».

Un prochain « comité central de grève » est prévu le 18 avril à Essen et une nouvelle grève est appelée le 8 mai. Une date lourde de sens, mais qui reste dans une perspective de « saute-mouton ». Avant le 5 mars, le discours d'une partie des organisateurs se montrait pessimiste, la loi étant déjà votée. L'enthousiasme de la jeunesse scolarisée les a détrompés. À elle maintenant, par les « comités lycéens » et autres, de décider des suites de la mobilisation en s'organisant à la base !

DIMA RÜGER • 06/03/2026

UN ENGIN DE MORT DE LUXE



Mercredi 15 mars, Macron a visité les chantiers de Naval Group près de Nantes, chargé de la conception du futur porte-avions censé remplacer l'actuel *Charles-de-Gaulle* en 2038 : propulsion nucléaire, 78 000 tonnes pour environ 310 mètres de long (contre 42 000 tonnes pour 261 mètres pour son prédécesseur), 2 000 militaires embarqués, 30 avions de chasse... Et le coût de ce nec plus ultra des engins de mort ? Un peu plus de 10 milliards, nous promet-on, sous réserve de l'explosion des coûts en cours de fabrication... Une somme considérable, mais une goutte d'eau dans un budget militaire qui a doublé en dix ans, pour atteindre 413 milliards d'euros pour la loi de programmation militaire qui court jusqu'à 2030, sans compter une rallonge du budget qui dépassera les 57 milliards d'euros en 2026.

Pour l'État, c'est toujours moins pour les services publics utiles à la population et toujours plus pour l'armée et la marche à la guerre. Car rien n'est trop beau ni trop cher pour semer la mort et la désolation, et imposer la volonté de l'impérialisme français contre les peuples.

M. G.

ORION 26 L'ÉTAT FRANÇAIS JOUE À NOUS FAIRE PEUR, POUR NOUS CONDITIONNER AU RISQUE DE GUERRE

Orion 26 est une opération militaire qui se déroule actuellement en Bretagne. Comme un jeu de rôle grandeur nature auquel s'amusent en ce moment les armées de vingt-quatre pays de l'Otan. C'est la plus grosse opération d'entraînement militaire depuis la fin de la guerre froide. Ce sont des simulations de débarquements, des colonnes de blindés qui se promènent sur les routes, des murs qui tremblent et des habitants qui s'affolent quand les avions de chasse passent le mur du son ; ce sont des douilles qui jalonnent les campagnes... Rien que pour l'armée française, il y a 12 500 soldats, 25 navires de guerre, 140 avions et hélicoptères et 1 200 drones qui jouent à la guerre avec leurs alliés.

Mais, évidemment, pour les classes populaires, ce jeu-là n'a rien d'amusant. C'est bien la démonstration que nos dirigeants se préparent, de leurs propres mots, à un

« conflit de haute intensité ». Ils s'y préparent avec un projet bien clair pour les jeunes et les travailleurs, un projet résumé par le chef d'état-major des armées quand il dit qu'il faudra « accepter de perdre ses enfants ».

Pendant que les soldats d'Orion 26 jouent un scénario bien connu, celui d'un conflit entre puissances impérialistes qui veulent se repartager le monde, le gouvernement, lui, prépare déjà les esprits à la militarisation : augmentation des dépenses militaires, au détriment de tous les services publics et retour d'un service militaire au volontariat... pour le moment !

• 17/03/2026

LA GAUCHE ET LE MILITARISME BEN MON COLON !

Face à la montée du militarisme, les partis de gauche ne sont pas les moins va-t-en-guerre. Alors que tous les budgets qui concernent les classes populaires sont en baisse, ou très contenus et loin des besoins – santé, éducation, vie associative, culture –, les députés du Parti socialiste ont voté sans états d'âme le budget militaire en hausse du gouvernement Macron-Lecornu. Les députés Écologistes se sont prudemment abstenus, tandis que ceux du Parti communiste et de LFI votaient contre.

Du côté du PCF, cela se fait au nom d'un pacifisme que la multiplication des conflits impérialistes rend dérisoire. Mais, pour le leader de LFI, Mélenchon, le vote contre le budget militaire est loin de traduire une position antimilitariste ! Après avoir visité l'usine Dassault de Cergy, il a expliqué dans un communiqué, le 20 janvier dernier : « *J'ai exprimé à Eric Trappier, président de la société Dassault, mon soutien au refus de souscrire à l'accord avec l'Allemagne, en*

vue de l'avion du futur car il est trompeur et disqualifiant pour les Français. Un tel avion ne peut être construit en coopération qu'à la condition du leadership français puisque c'est le meilleur dans la branche. Sinon il sera inventé et produit en France et par la France seule. Car il sera plus performant et moins cher comme l'a démontré l'expérience du passé proche. La Commission européenne ni aucun organe européen ne doit avoir la main sur les droits intellectuels, de production et de vente de matériel liée à la souveraineté française sur ses équipements stratégiques. » Non seulement pas antimilitariste, mais étroitement nationaliste – ce sur quoi le nom de son organisation ne laissait aucun doute : Mélenchon glorifie la France, avant de promouvoir l'insoumission !

JEAN-JACQUES FRANQUIER • 16/03/2026

Pétrole russe : le business avant tout !

Pour l'instant, les dirigeants iraniens n'agissent pas comme Trump l'espérait et ils bloquent le détroit d'Ormuz, par lequel transite une bonne partie du commerce du pétrole. Du coup, les prix à la pompe s'envolent, les consommateurs râlent à juste titre et tout cela met en lumière les conséquences de la politique militariste des dirigeants américains.

Mais, plus que l'opinion des consommateurs dont Trump se contrefiche un peu, c'est le risque d'un nouveau choc pétrolier que cela fait courir à l'économie mondiale qui inquiète les dirigeants de la bourgeoisie.

Et Trump a trouvé deux solutions. D'une part inviter les pays d'Europe, et même la Chine - qu'il a pourtant bousculés et abondamment menacés - à se joindre aux États-Unis pour sécuriser l'accès audit détroit. D'autre part... lever les sanctions contre la Russie pendant un mois en autorisant tous les pays à s'y approvisionner en pétrole.

« Trump n'est pas le seul pour qui les sanctions sont à géométrie variable et les propos de Macron sont pure hypocrisie. »

Zelensky s'est étranglé d'indignation, approuvé par Macron qui, à ses côtés, a déclaré : « Le contexte de montée du cours du pétrole ne doit en aucun cas amener à revoir notre politique de sanctions à l'égard de la Russie, »

c'est la position que le G7 a tenue, c'est la position évidemment de la France et de l'Europe. » Peine perdue, c'est fait !

Mais Trump n'est pas le seul pour qui les sanctions sont à géométrie variable et les propos de Macron sont pure hypocrisie : des entreprises françaises, et non des moindres, continuent leur business avec la Russie - Leroy Merlin et Auchan font partie de celles qui versent le plus d'impôts en Russie du fait de leurs activités dans le pays. Et les entreprises allemandes y ont versé plus de deux milliards de dollars d'impôts depuis le début de la guerre en Ukraine.

« On croit mourir pour la patrie ; on meurt pour les »



industriels. » Les propos tenus par Anatole France dans *l'Humanité* du 18 juillet 1922 résonnent toujours avec l'actualité !

J.-J. F. • 17/03/2026

Chili : Kast, partisan de Pinochet, au pouvoir

Trente-six ans après la fin de la dictature de Pinochet, l'extrême-droite est de retour au Chili. José Antonio Kast a été investi président le 11 mars, lui qui a grandi dans une famille actrice des horreurs de la dictature : miliciens, flics et même ministres. Après avoir combattu avec l'Allemagne nazie, son père a migré au Chili et a ouvert des entreprises. Nombre de ses neuf enfants font partie des tortionnaires qui n'ont jamais été jugés et côtoient encore les familles de victimes. Benjamin de la fratrie, José Antonio Kast revendique cet héritage en nommant d'anciens avocats de Pinochet et une militante anti-IVG (alors que l'avortement reste largement illégal) ministres de son gouvernement et veut gracier la dizaine de policiers condamnés pour la répression sanguinaire des manifestations de 2019, où la police a fait au moins 30 morts.

Kast a déjà signé, le 12 mars, un accord d'exploitation des ressources avec les États-Unis pour le cuivre, le lithium et autres terres rares dont regorgent les sols chiliens. L'impérialisme américain ne l'avait certes pas attendu pour piller ces minerais, largement exploités sous l'ère Boric... comme sous ses prédécesseurs.

Kast compte expulser 300 000 migrants, à l'aide d'une milice sur le modèle de l'ICE. Son prédécesseur, Gabriel Boric, ayant promis des régularisations massives, 180 000 travailleurs sans papiers avaient été incités à se signaler. Si le président « de gauche » n'a pas tenu ses promesses, il sert une liste toute prête à l'extrême droite, qui, elle, compte bien respecter les siennes.



« Kast compte expulser 300 000 migrants, à l'aide d'une milice sur le modèle de l'ICE. »

On aurait pu espérer que les travailleurs chiliens, à la suite de la révolte sociale de 2019 contre trente ans d'ultra-libéralisme depuis la fin de la dictature, imposent une tout autre évolu-

« Les partis censés représenter la classe ouvrière ont conduit à l'impasse institutionnelle d'une nouvelle Constitution (rejetée). »

tion. Mais les partis censés représenter la classe ouvrière ont conduit à l'impasse institutionnelle d'une nouvelle Constitution (rejetée) pour en finir avec celle de Pinochet : cela, joint à la politique de Boric, a éteint la mobilisation populaire.

Boric aura pour bilan d'avoir libéralisé l'extractivisme en Patagonie, militarisé la répression des peuples mapuche et offert un permis de tuer à la police avec la loi de présomption d'innocence pour les flics, dite « loi de la gâchette facile ». En l'absence de perspectives ouvertes sur des bases de classe, la désillusion des travailleurs pave toujours le chemin de l'extrême droite.

LAMINE SIOUT • 16/03/2026

LE PARLEMENT EUROPÉEN APPROUVE LA CRÉATION D'UNE ICE EUROPÉENNE

Le 9 mars dernier, le Parlement européen a adopté la proposition de « règlement Retour » qui renforce encore les mécanismes d'expulsion des migrants en situation irrégulière. Elle prévoit la création de centres d'accueil situés dans des pays hors Union européenne pour les migrants expulsés. Des centres fermés échappant donc à tout contrôle, dans des zones où les personnes enfermées n'ont de lien avec personne, où elles peuvent être exposées à de graves violations de leurs droits.

En outre, les personnes faisant l'objet d'une décision d'expulsion peuvent être placées en détention jusqu'à 24 mois, voire davantage si un juge l'estime nécessaire « pour des raisons de sécurité ». Pire, ce règlement prévoit d'autoriser les perquisitions sur les lieux d'habitation pour rechercher et arrêter les migrants, y compris les enfants. Une véritable traque humaine, sur le modèle de ce qui se fait aux États-Unis avec l'ICE.

Cette copie européenne de la politique de Trump aux États-Unis a été permise par l'alliance de la droite et de l'extrême droite au Parlement. Espérons que, comme aux États-Unis, nos mobilisations imposent le retrait de cette directive scélérate !

A. P. • 15/03/2026



EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO, UNE « PAIX » À LA TRUMP

L'accord de paix signé le 5 décembre 2025 entre le Rwanda et la République démocratique du Congo (RDC) sous l'égide des États-Unis et qualifié de « grand miracle » par Trump n'a pas mis fin aux combats, ni aux violences subies par les populations civiles.

La région du Kivu est, depuis trois décennies, le terrain d'affrontements entre groupes armés qui se disputent le contrôle des sous-sols riches en métaux précieux destinés aux grandes multinationales de l'électronique ou de l'armement, comme Sony, Samsung ou Thales. En janvier 2025, le Rwanda, par l'intermédiaire de la milice M23 et de ses alliés, a lancé une offensive de plusieurs mois se soldant par la prise de contrôle de villes dans l'est du pays, dont Rubaya – qui possède l'une des plus importantes mines de coltan¹ du monde –, Goma et Bukavu.

UN APPÉTIT INSATIABLE

Si l'État rwandais s'était senti autorisé à envahir la RDC, c'est que, principale force militaire de la région, il y assume un rôle de gendarme pour le compte des puissances occidentales : en fournissant massivement des troupes pour les missions de l'ONU d'abord, ce qui lui permet d'en stationner dans d'autres pays comme le Soudan du Sud ou la République centrafricaine ; en sécurisant des sites économiques ensuite, comme le site gazier du Calbo Delgado au Mozambique, qu'il a protégé des milices de l'État islamique, pour permettre aux mastodontes TotalEnergies, ENI et ExxonMobil de relancer leurs projets d'exploitation.

Fort de cette position, le Rwanda, qui contrôlait déjà une petite zone dans l'est congolais, a donc décidé d'étendre sa mainmise, renforçant ses revenus issus de l'exploitation et de l'exportation et ouvrant une énorme opportunité pour Trump. En effet,

Aujourd'hui, quelles que soient les forces qui administrent la région, les populations sont soumises à leur arbitraire et aux violences des affrontements.

l'accord de « paix » du 4 décembre est doublé d'un accord commercial qui vise à sécuriser l'approvisionnement en métaux, aujourd'hui principalement extraits et raffinés par des entreprises chinoises, au profit des États-Unis. Mais les dirigeants rwandais sont goulus et, une semaine après la signature de l'accord, ils relançaient l'offensive pour prendre la ville d'Uvira. Une initiative peu appréciée de son protecteur américain qui a engagé des sanctions contre l'armée rwandaise et quatre



USINE DE TENKE FUNGURUME MINING.

de ses généraux : maintenant que l'accord est signé, Trump veut la stabilité pour relancer les affaires.

LA POPULATION PAYE LE PRIX DE LA « TRANSITION »

Aujourd'hui, quelles que soient les forces qui administrent la région, les populations sont soumises à leur arbitraire et aux violences des affrontements. Quand ce ne sont pas les combats qui tuent, c'est l'exploitation qui s'en charge : le 28 janvier dernier, un glissement de terrain a entraîné la mort d'entre 200 et 400 personnes – hommes, femmes et enfants, Rwandais comme Congolais, mineurs ou commerçants. Le 10 mars dernier, un rapport d'une ONG environnementale américaine a fait état des conséquences sani-

taires de l'extraction et du traitement du cobalt, un métal particulièrement utilisé dans des batteries pour voiture électrique. Depuis qu'une usine de l'entreprise Tenke Fungurume Mining – majoritairement détenue par un groupe chinois et fournissant des groupes comme Stellantis, BMW et Volkswagen – s'est installée près de la ville de Fungurume, les populations avoisinantes ont développé de multiples symptômes : saignements du nez, vomissements, multiplication des fausses couches... En système capitaliste, voici à quoi ressemble l'envers de la transition « verte » et « numérique ».

ADRIAN LANSALOT • 14/03/2026

1. Le coltan est un minerai dont on tire du tantale, un métal très utilisé dans la production de téléphones ou dans l'aéronautique et le militaire. La mine de Rubaya, dont la production est artisanale, produit entre 15 % et 30 % de la production annuelle mondiale.

SÉNÉGAL LE VRAI VISAGE DU PASTEF, PARTI REACTIONNAIRE ET HOMOPHOB

Le Sénégal vient de devenir l'un des pays les plus répressifs envers l'homosexualité sur le continent africain. Le 11 mars dernier, l'Assemblée nationale sénégalaise a adopté, à la quasi-unanimité, un texte de loi durcissant les peines réprimant les relations homosexuelles dans le pays. Il prévoit de punir ce qu'il qualifie d'« actes contre nature » de cinq à dix ans de prison, contre un à cinq ans auparavant. En parallèle, toute une campagne se déroule actuellement dans certains médias et sur les réseaux sociaux pour assimiler homosexualité, pédophilie et sida. C'était une des promesses électorales du Premier ministre Ousmane Sonko et de son parti, le Pastef (les Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité) au pouvoir depuis avril 2024. Et c'est une des rares promesses tenues, car elle ne coûte rien à mettre en œuvre...

Sous le coup d'une importante dette publique, le Sénégal affronte des difficultés économiques. Comme tous les gouvernements, celui d'Ousmane Sonko ne demande rien aux plus riches : il se contente d'accuser l'ancien président Macky Sall, qui vit maintenant au Maroc, de « haute trahison » dans la gestion

des affaires du pays, mais c'est à la population qu'il demande des « sacrifices », en imposant toute une série de nouvelles taxes. La répression vis-à-vis de l'homosexualité vient donc à point nommé, pour faire diversion.

Le Pastef, parti nationaliste et traditionaliste, se met en scène comme bataillant pour restaurer l'indépendance et la souveraineté du Sénégal, notamment face à la France. Mais, pour le moment, les promesses de ruptures de contrats avec les entreprises françaises, omniprésentes dans l'économie, voire de départ du franc CFA, sont restées lettre morte. Sous la pression de collectifs religieux, telle l'organisation sénégalaise islamique Jamra, seul le volet réactionnaire et moraliste du programme du Pastef est mis en œuvre. La criminalisation de l'homosexualité est ainsi présentée comme une mesure phare dans la lutte contre l'occidentalisation des mœurs. Les agressions homophobes se multiplient dans le pays, plongeant les personnes homosexuelles dans la terreur.

LYDIE GRIMAL • 14/03/2026

FEMMES EN AFGHANISTAN UN DEGRÉ SUPPLÉMENTAIRE DANS L'HORREUR

Le nouveau Code pénal des talibans, promulgué en janvier 2026 et appliqué depuis mi-février, prévoit de lourds châtiments pour non-respect de la religion, ainsi que des sanctions plus graves pour les personnes de statut social défini comme « inférieur », et reconnaît l'esclavage. Parmi les mesures les plus emblématiques, et les plus scandaleuses, de cette réglementation, se trouve l'institutionnalisation des violences contre les femmes.

Désormais, un homme peut frapper sa femme impunément et en toute légalité. Une seule limite : en cas de fracture, et à condition que la victime puisse surmonter tous les obstacles pour déposer plainte alors qu'elle n'a pas le droit de sortir seule dans la rue, le mari cogneur peut être condamné à deux semaines d'incarcération. Une sanction qui en dit long lorsqu'on sait que la maltraitance d'un chameau est punie par six mois de prison.

Depuis leur retour au pouvoir en 2021, les talibans ont adopté une centaine de décrets limitant chaque fois un peu plus les droits des

femmes. Elles ont interdiction de se montrer aux fenêtres, ne peuvent plus étudier au-delà du primaire, aller dans les parcs, les restaurants, les salles de sport, les salons de beauté, conduire une voiture, sortir sans chaperon. Internet leur est interdit, ainsi que parler à voix haute, chanter ou lire de la poésie. Et voilà que la violence domestique est autorisée et que tout un chacun peut maintenant, avec la bénédiction de la loi, frapper son épouse, ou ses épouses puisque que dans ce pays un homme peut épouser quatre femmes, à coup de poing, de bâton ou de fouet si le cœur lui en dit.

Pour les femmes, le régime des talibans, c'est l'oppression des femmes du monde entier portée à son comble, c'est l'enfer sur terre.

MICHEL GRANDRY • 15/03/2026

Dossier

À BAS LA GUERRE DE TRUMP ET NETANYAHOU

→ La guerre lancée le 28 février par les États-Unis et Israël contre l'Iran a déjà fait en deux semaines près de 2 000 morts, plus de 10 000 blessés et des destructions considérables, bâtiment rasés, dépôts de carburant en flamme... Auxquels s'ajoutent près de 900 morts déjà recensés et un million de déplacés au Liban où Israël commence à envoyer ses troupes au sol pour une nouvelle invasion.

Trump, qui se faisait fort de se débarrasser du régime iranien en quelques jours, achemine vers le Golfe 2 500 marines supplémentaire en vue d'une possible intervention militaire au sol.

Car, outre les capacités militaires du régime iranien de s'en prendre aux multiples bases militaires permanentes des États-Unis dans la région et aux pays qui les hébergent, le simple blocage du trafic pétrolier par le détroit d'Ormuz suffit à créer la

panique dans les bourses du monde entier, le plus grand danger pour Trump dans cette guerre pour le contrôle des flux du pétrole.

Une guerre impérialiste de plus dans la région tant convoitée pour ses richesses : huit ans de guerre Iran-Irak (1980-1988) et plus d'un million de morts, où les puissances impérialistes ont joué dans les deux camps, deux guerres américaines en Irak (1990 et 2003), et vingt ans de guerre en Afghanistan, où la France et d'autres puissances européennes étaient présentes.

Dans ce monde où règnent les capitaux, dominer le marché mondial, rendre l'« America great again », ne se fait pas qu'à coup de surenchère sur les tarifs douaniers ; elle se fait surtout à coup de bombes sur les peuples.

MAUVAIS CALCULS OU CHAOS PRÉMÉDITÉ

Trump n'ayant pas trouvé à Téhéran de solution « à la vénézuélienne », c'est-à-dire un dirigeant de rechange prêt à courber l'échine pour sauver la peau de son régime, il agrémenta ses bombardements meurtriers de promesses d'une fin rapide, puis de menaces d'envoi de troupes supplémentaires. Lorsque les régimes sont tombés en Afghanistan en 2001, en Irak en 2003 ou en Libye en 2011, ce sont les États entiers qui ont volé en éclat, pour le profit de seigneurs de guerre concurrents. Une situation a priori peu idéale pour les affaires, mais dont les vendeurs d'armes ont fini par s'accommoder en vendant à tous les belligérants. Seul Netanyahu pourrait se satisfaire d'un effondrement ou d'un éclatement de l'Iran, comptant sur le parapluie américain pour le protéger des conséquences.

Mais les États-Unis pourraient amorcer un chaos similaire. En armant quelques troupes nationalistes kurdes exilées en Irak et encouragées à rentrer en Iran pour attaquer le régime. Elles serviraient de chair à canon au sol, pendant que les États-Unis bombarderaient du ciel. Et ils pourraient même tabler sur d'autres minorités nationales. La guerre commence à embraser toute la région, la République islamique répondant par des attaques contre les pays du Golfe qui accueillent des bases de pays impérialistes. Lesquels, qu'ils soient les plus hostiles ou les plus proches de l'Iran, répondent avec une grande modération, craignant l'escalade, et désireux, comme le Qatar, de continuer à se proposer comme des forces régionales de conciliation. Vis-à-vis de la population américaine, Trump s'efforce de promettre la fin prochaine de la guerre. Mais il est bien difficile, y compris pour Trump, de prédire comment évoluera le nouvel incendie qu'il a allumé au Moyen-Orient.

J.-B. PELÉ • 17/03/2026

Une guerre pour le contrôle du Moyen-Orient et son pétrole

Mardi 9 mars, alors que le prix du pétrole flambait avec le blocage du détroit d'Ormuz, Trump se flattait des 100 millions de barils de pétrole que les États-Unis venaient de se procurer du Venezuela, grâce au renversement de Maduro. Il allait faire mieux en mettant à bas le régime iranien et, dans l'immédiat, n'allait pas laisser « un régime terroriste tenir le monde en otage et tenter de stopper l'offre mondiale de pétrole ».

Sur le prétexte officiel de la guerre, le prétendu danger de voir l'Iran un jour fabriquer une bombe atomique, c'est Trump lui-même qui, lors de son premier mandat, en 2018, avait rompu l'accord signé trois ans plus tôt entre l'Iran, l'Union européenne et les cinq membres du conseil de sécurité de l'ONU, et renforcé les sanctions économiques en vue d'asphyxier le régime.

En réalité, la vraie raison de la guerre est le pétrole.

Car, si les États-Unis sont redevenus depuis 2017 le premier producteur d'hydrocarbures (notamment avec le développement du gaz de schiste), les ressources pour l'instant répertoriées dans leur sous-sol ne sont que 2,2 % des réserves mondiales connues pour le pétrole, 6,5 % pour le gaz. Le Moyen-Orient à lui seul représente 50 % des réserves pétrolières mondiales et 27 % des réserves gazières.

Les États-Unis ont déjà attaqué le Venezuela, qui représente 17 % des réserves mondiales.

Il s'agit, en contrôlant le marché de la principale des ressources énergétiques utilisées dans le monde, d'avoir barre sur les économies de ses concurrents.

En 1953, déjà, en Iran, le Royaume-Uni et les États-Unis avaient renversé par un coup d'État un premier ministre bourgeois jugé trop nationaliste, pour faire du chah leur homme paille dans la région. Mais le chah a été renversé par la révolution de 1979, même si celle-ci a été détournée puis écrasée par une nouvelle dictature, celle des mollahs, mais une dictature hostile aux États-Unis.

Le boycott de l'Iran - dont l'Europe et l'Inde absorbaient chacun, en 2017, 20 % de la production et la Chine 25 % - a fait aujourd'hui de la Chine son client quasi unique. Raison de plus pour les États-Unis de vouloir s'assurer le contrôle du pays. Même si, ironie du sort, Trump vient de demander aussi à la Chine de l'aider pour imposer à l'Iran le déboycottage du détroit d'Ormuz.

OLIVIER BELIN • 17/03/2026

LA GUERRE RELAN

En deux semaines, le Liban compte déjà des centaines de morts, des milliers de blessés, plus de 800 000 déplacés, surtout dans le sud, la vallée de la Bekaa et la banlieue sud de Beyrouth. Israël justifie son nouveau déluge de bombes par la lutte contre le Hezbollah, après la guerre déjà menée à l'automne 2024 et la trêve de novembre, vite rompue. Après plusieurs incursions début mars, une intervention terrestre a été lancée, le ministre de la Défense israélien, Israël Katz, menaçant le Liban de « perte de territoires » et promettant d'agir « comme à Gaza ».

AU LIBAN, ISRAËL POURSUIT SES PROPRES OBJECTIFS EXPANSIONNISTES

Avec cette invasion, Israël poursuit son propre agenda colonial. Après la destruction de Gaza, l'accélération de la colonisation de la Cisjordanie et des frappes sur la Syrie, le ministre Smotrich promet d'infliger à la banlieue sud de Beyrouth le sort de Khan Younés, ville palestinienne rasée lors de l'offensive génocidaire à Gaza.

Alors que les États-Unis cherchent avant tout à changer le régime iranien ou à l'obliger à composer avec eux, Netanyahu, lui, vise l'élimination dans la région de tout régime susceptible d'entraver son projet de « Grand Israël », de la mer au Jourdain, vidé de sa population palestinienne - et pourquoi pas étendu

Un nouv les Kurde

Le secrétaire général du p mala, Reza Kaabi, réclame rope pour lancer l'assaut co les partis kurdes sont les se

Mais l'expérience encore Syrie, dont Washington s' d'exemple. Contrairement listes, c'est dans l'ensem minorités nationales peuv joué un rôle d'entraînemen en 2022 suite à l'assassinat

ÉTATS-UNIS : UNE GRANDISSANTE A

Trump s'était fait notamm en promettant dans ses de campagne qu'il n'y aura nouvelles guerres. Selon sondages, près de six Amér dix désapprouvent celle cor Un danger pour Trump à des élections de mi-ma manifestations ont eu lieu d'une cinquantaine de vi

NCÉE AU LIBAN

à de nouveaux territoires libanais. Là est peut-être la source, et la limite, des dissensions évoquées par la presse entre Trump et Netanyahu. C'est ce qui chiffonne Macron, lui qui, après avoir applaudi la guerre israélienne de l'automne 2024, cherche un compromis : que le Liban reconnaisse Israël, pour éviter une escalade qui perturbe les intérêts de l'impérialisme français dans son ancienne colonie.

ISRAËL CONFORTÉ DANS SON RÔLE DE GENDARME RÉGIONAL

Netanyahu multiplie les surenchères guerrières. Mais Israël ne pourrait mener cette politique sans le soutien financier et militaire des États-Unis et de leurs alliés, dont la France, qui en ont fait au Moyen-Orient leur gendarme surarmé. Et sans un certain feu vert des grandes puissances. Trump lui-même l'avait déjà donné lors de son premier mandat présidentiel, en reconnaissant à Israël le droit d'annexer Jérusalem et d'étendre ses colonies en Cisjordanie. Quant aux accords d'Israël avec un certain nombre d'États arabes, comme les accords d'Abraham conclus en 2020 sous la houlette des États-Unis, ils ne sont qu'une normalisation des relations entre Israël et plusieurs régimes autoritaires de la région : des accords de paix entre dictatures, mais de guerre contre les peuples.

MARTIN ERAUD • 17/03/2026

veau piège pour es ?

parti nationaliste et social-démocrate kurde Ko- l'assistance aérienne des États-Unis et de l'Eu- contre le régime. Au sein de l'opposition iranienne, euls à être dotés de groupes armés.

récente des mouvements kurdes d'Irak et de est servi pour les lâcher ensuite, pourrait servir au piège que représentent ces calculs nationale des opprimés et de la classe ouvrière que les ent trouver des alliés. La minorité kurde d'Iran a nt de l'ensemble des peuples d'Iran, notamment t de Mahsa Jîna Amini.

J.-B. P.

OPPOSITION LA GUERRE

ment élire réclamer la fin des bombardements discours – dont New York, Washington, Los ait pas de Angeles, Chicago, San Francisco... plusieurs Des manifestations qui, à la suite de américains sur celles contre l'ICE et sa chasse aux contre l'Iran. migrants vont, espérons-le, se pour- huit mois suivre et grossir.

A. P. • 17/03/2026

Du feu des pasdarans à celui des bombes

L'Iran, qui compte une classe ouvrière et, malgré les interdictions et la répression, quelques organisations syndicales¹, a connu ces dernières années une série de grèves, ainsi que d'importantes mobilisations de la jeunesse et des peuples opprimés qui ont fait trembler la république islamique d'Iran.

Ces mobilisations ne sont pas craintes seulement par les dirigeants iraniens : les impérialistes ne veulent pas voir les luttes ouvrières triompher. Le nouveau régime dont ils rêvent serait sans doute à l'image des autres États du Golfe : une dictature liée aux intérêts de Washington.

LE RÉGIME TIENT TOUJOURS

L'assemblée des experts, sous la pression des gardiens de la révolution, a choisi Mojtaba Khamenei comme successeur de son père au poste de guide suprême : un pied de nez à Trump et à ceux qui espéraient avoir affaire à un nouveau dirigeant plus conciliant. Mais un symbole aussi pour le peuple iranien, car Khamenei Jr., à la tête d'une fortune estimée à plus de 138 milliards de dollars, est l'homme de la ligne dure de la bourgeoisie iranienne, vis-à-vis des États-Unis, mais surtout de tous les exploités du pays.

1. Le Conseil de coordination des associations professionnelles des enseignants d'Iran et le Syndicat des travailleurs de la compagnie de bus de Téhéran (Vahed), ont mené d'importantes luttes ; fin février, des usines pétrolières et pétrochimiques de Mahshahr, au Khouzistan, sont entrées en grève, avec d'importantes confrontations contre l'État.

« La guerre donne une arme de plus au régime pour sa politique répressive. »

LE MOUVEMENT OUVRIER ET LES MOUVEMENTS SOCIAUX SURVIVENT

La mort de Khamenei père a été accueillie par des cris de célébration. Pour autant, la joie se mêle au deuil des familles qui ont perdu des proches dans les bombardements, à la détresse des millions de déplacés, à la misère de ceux qui ont perdu leur logement, leur emploi, leur accès à la santé, à l'éducation, aux moyens de se ravitailler... Les frappes contre des stocks de pétrole entraînent une crise sanitaire, avec des pluies acides et des fumées toxiques. Dans la sinistre prison d'Evin, bombardée le 2 mars, la distribution de nourriture, d'eau potable, les soins et les communications ont été interrompus.

La guerre donne une arme de plus au régime pour sa politique répressive : le chef de la police, Ahmadreza Radan, a ainsi déclaré que les manifestants antigouvernementaux seraient traités comme des ennemis et que les forces de sécurité ont toujours « le doigt sur la gâchette ». Mais, face à lui, comme à la dictature de rechange que Washington voudrait mettre en place, l'Iran est l'un de pays de la région qui a la classe ouvrière la plus nombreuse, forte d'une longue expérience de luttes.

J.-B. PELÉ • 17/03/2026

Macron dans l'engrenage au nom de la défense des intérêts de l'impérialisme français

Macron et l'Union européenne déclarent que « personne ne veut participer activement à cette guerre », alors que Trump fait pression pour que la France et le Royaume-Uni participent à la « sécurisation » du détroit d'Ormuz – en clair, aux bombardements contre l'Iran. La mort d'un soldat français dans le Kurdistan irakien rappelle que la France possède un nombre important de soldats dans la région. Depuis 2015, en lien avec les États-Unis dans le cadre de l'opération contre Daech Inherent Resolve (joli nom pour des opérations de bombardements qui n'ont jamais rien résolu !), entre 600 et 1 000 militaires français sont présents sur le sol irakien.

Au total, plus de 5 000 militaires français se trouvent dans la région. Le contingent le plus important (900 soldats) se trouve aux Émirats arabes unis, avec qui la France a signé des « accords de défense et d'engagement de sécurité » : sur la base navale d'Abu Dhabi – dont les généraux français se sont assurés que le port puisse accueillir le porte-avions Charles-de-Gaulle, la base aérienne d'al-Dhafra, et la base de Zayed Military City, où les militaires français peuvent déployer chars Leclerc et canons Caesar. L'armée française est aussi présente au Qatar, au Koweït et en Jordanie.

Sans oublier les 800 militaires français présents dans la Finul, cette force de l'ONU prétendument chargée de faire respecter la paix au Liban et protéger sa frontière des incursions dans les deux sens, mais qui se terre à chaque bombardement israélien.

S'y est ajoutée l'opération maritime Aspides (du nom des missiles que balançait la marine française), lancée par l'Union européenne en 2024 contre les attaques des Houthis pro-iraniens contre les navires de commerce en mer Rouge. Il faut

« Macron n'a peut-être pas voulu cette guerre [...] mais il a déjà le doigt sur la gâchette de ses lance-missiles pour défendre les gros sous de ses hommes d'affaires »

compter aussi, de l'autre côté de la mer Rouge, la base de Djibouti, qui abrite 1 500 militaires.

C'est que la France a dans la région des intérêts économiques sonnants et rébuchants. Les Émirats sont de grands acheteurs d'avions Rafale et absorbent 42 % des exportations françaises au Moyen-Orient. 30 000 ressortissants français y sont établis. Le Qatar, lui aussi friand de Rafale, possède, outre le PSG, un véritable empire immobilier, de Paris à Nice.

Macron n'a peut-être pas voulu cette guerre lancée par Trump et Netanyahu, mais il a déjà le doigt sur la gâchette de ses lance-missiles pour défendre les gros sous de ses hommes d'affaires. S'opposer à la généralisation de la guerre, ce n'est pas en appeler au « droit international » ou implorer Macron de se cantonner à des « opérations défensives » (à 5 000 kilomètres du territoire français !). Il faut exiger le retrait de toutes les troupes françaises de la région, et tant mieux si ça met un coup aux bonnes affaires de Dassault et autres LVMH!

AURÉLIEN PÉRENNA • 17/03/2026

Ville de Paris : des grèves orphelines d'une politique de regroupement

Dans cette période électorale, où les surenchères politiciennes et les envolées lyriques de Dati, Grégoire, Knafo et compagnie vont bon train, le quotidien dans les services publics parisiens continue de se dégrader.

En plus de l'inflation infligée aux travailleurs et travailleuses, les centaines de millions de coupes budgétaires votées depuis des années au Conseil de Paris ont des répercussions concrètes sur les conditions de travail et d'accueil des publics concernés par les services.

Pendant que les enjeux électoraux font la Une, les travailleurs et les travailleuses de la ville de Paris font grève dans l'indifférence des médias. Ça aurait pourtant été un curseur intéressant du bilan d'Hidalgo, et de Grégoire par la même occasion, ainsi qu'un rappel que les agents de la ville combattent les mesures d'austérité qui leur sont imposées.

La semaine avant le premier tour des municipales, plusieurs services de la ville ont

« Une politique sociale efficace pour chasser les pauvres. »

justement manifesté leur mécontentement, tour à tour :

Le 9 mars, les agents des services sociaux du Centre d'action sociale de Paris entamaient une grève de deux jours et manifestaient devant l'Hôtel de Ville. Au programme : augmentation des salaires pour les secrétaires et arrêt d'une réorganisation imposée générant en fait une énorme désorganisation. Les sous-effectifs sont tels dans les services que la charge de travail s'intensifie jusqu'au craquage. Un travailleur social confiait avec désarroi qu'une personne sans abri doit attendre neuf mois avant un premier rendez-vous avec une assistante sociale pour un suivi de sa situation. Une politique sociale efficace pour chasser les pauvres !

Le 11 mars : au tour des agents de nettoyage de se lancer dans deux jours de grève et de fouler le pavé de l'hôtel de ville, contre la privatisation et les bas salaires, à l'heure où la majorité de ces missions sont désormais confiées au privé et à une précarisation toujours plus rude.

« Le 11 mars : au tour des agents de nettoyage de se lancer dans deux jours de grève. »

Le 12 mars après-midi : un collectif d'agents de la ville appelait à la grève pour le droit au logement pour tous et toutes. Sur 10 000 demandes de logement social des agents de la ville en attente, seulement 500 attributions ont eu lieu en 2024 et ce chiffre tend à baisser. Une agente à la retraite expliquait vivre dans un foyer d'hébergement

pour les agents de la ville dans l'attente d'un logement social. Un beau remerciement pour toutes ses années de travail...

Malgré tout ça, et toutes les grèves de ces derniers mois qui dénoncent exactement les mêmes dérives (éboueurs, musées, animation périscolaire, direction de la construction et du patrimoine, etc.), aucun appel unitaire à la mobilisation n'émane des syndicats de la ville, tout comme aucun appel national.

Face à la brutalité des attaques contre notre camp social, il y a donc besoin d'initiatives pour regrouper toutes ces colères et les transformer en redoutable force collective.

Car quoi qu'il arrive pour le deuxième tour des municipales, une chose est sûre : seules nos luttes payent.

FLORA MORAND • 17/03/2026

ÉCOLES DE VIRE (14) : LA COLÈRE S'ÉTEND



Il y a un mois (voir *Révolutionnaires* n° 51), l'annonce des coupes budgétaires pour la rentrée prochaine dans les établissements scolaires de Vire, notamment au lycée général, avait suscité une saine réaction de colère. Depuis, les réunions d'information syndicale se sont multipliées, aboutissant à un rassemblement conjoint pour réclamer des moyens pour tous et toutes.

Alors que ce type d'initiative ne draine en général que quelques dizaines de personnes, ce sont 250 salariés de cinq écoles, deux collèges, du lycée professionnel et du lycée général, mais aussi des parents et même des élèves (une cinquantaine de lycéens notamment) qui ont répondu à l'appel, jeudi 12 mars. Agréablement surpris, le noyau des organisateurs a improvisé sur place un appel à un nouveau rassemblement suivi d'une assemblée générale pour jeudi 19 mars. Les jours suivants, les discussions allaient bon train dans les salles de profs ou de maîtres. Pour certains, il ne fait aucun doute que c'est la grève qu'il faut préparer.

CORRESPONDANTE • 15/03/2026

Pas de poste de CPE supplémentaire, pas de rentrée à JJR (95) !



Lundi 9 mars, jour de rentrée pour les élèves de la région parisienne, les collégiens de Jean-Jacques Rousseau à Argenteuil (95) ont retrouvé un certain nombre de leurs professeurs... devant la grille, accrochant une banderole fraîchement réalisée « JJR en galère + de moyens pour la vie scolaire ! ». Ces derniers, avec bien d'autres membres du personnel, se sont mis en grève pour revendiquer un poste supplémentaire de CPE. L'établissement, classé REP, est largement sous-doté : pour 650 élèves, une CPE à temps plein, une autre à mi-temps et donc partagée avec un autre collège du Val d'Oise, là où tous les autres établissements d'Argenteuil (même non REP) en comptent au moins deux ! En 2018 déjà, le personnel s'était mobilisé pendant une semaine entière de grève sur cette même question.

Une sacrée rentrée donc, puisqu'ils étaient 80 % de grévistes : enseignants, mais aussi CPE, AED, AESH, infirmière... dont une bonne partie était présente au rassemblement le matin, devant le collège. Les parents eux aussi étaient au

rendez-vous. Une assemblée générale s'est tenue ensuite vers 11 heures pour dresser un premier bilan de cette expérience collective et parler des suites de la mobilisation. Selon les anciens, elle « rappelait l'esprit de JJR ». Ce signal fort lancé par l'équipe n'a pas échappé à la DSDEN (direction des services départementaux de l'Éducation nationale) du Val d'Oise, qui a reçu dès le lendemain une délégation en audience afin d'examiner leur demande. Le jour-même, c'était « collège mort » à JJR : pour manifester leur soutien, les parents n'ont pas envoyé à l'école les gamins !

Si les cours ont repris depuis et que le personnel n'a pas reçu encore le retour définitif de l'administration, les agents ont bien en tête qu'en cas de fin de non-recevoir, ce ne serait certainement pas une seule, mais plusieurs journées de grève qu'ils prépareront ! À JJR, on tient aux traditions... de lutte.

CORRESPONDANTE • 17/03/2026

Travailleurs de l'UGC Les Halles en grève pour les salaires



Dimanche 1^{er} mars, une vingtaine de salariés de l'UGC Les Halles, à Paris, ont fait grève pour l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail. Elle fait suite à une première grève le 20 décembre 2025, alors qu'Avatar 3 venait de sortir en salle. La grève a fait un peu de bruit, mais elle est loin d'être la seule qu'ont connue les cinémas UGC ces dernières années. Et pour cause, les salaires des agents dépassent rarement le Smic et le sous-effectif est la règle.

UNE GRÈVE ORGANISÉE PAS LES GRÉVISTES EUX-MÊMES

Au cours de l'année 2024, quelques travailleurs et travailleuses de l'UGC Les Halles commencent à discuter d'un mouvement pour les salaires et les conditions de travail. Leur direction, comprenant qu'une grève allait se préparer, organise une « réunion d'ex-

plication » qui fit en partie mouche pour empêcher la grève.

Mais les conditions ne s'améliorent pas et les agents décident, en fin d'année 2025, de faire circuler une pétition pour l'augmentation des salaires, la prise en compte de la pénibilité et le problème des punaises de lit (indemnités ou tarifs préférentiels pour trai-

ter leur logement). Fort de 25 signatures sur 50 salariés, le petit groupe décide d'organiser une grève à l'occasion de la sortie d'Avatar 3. Une première journée réussie avec une dizaine de grévistes. Les cadres et même le directeur seront obligés d'enfiler le chasuble des agents pour faire le boulot d'accueil. Une belle preuve de réussite !

Forts de cette première journée, les grévistes décident d'en organiser une deuxième dimanche 1^{er} mars. Une nouvelle fois, c'est une vingtaine d'agents qui se mettent en grève, dont certains tout juste embauchés en CDI. La plupart tractent auprès des usagers du cinéma pour visibiliser leur grève et faire pression sur la direction. Ils se font aider cette fois-ci par la CGT Commerce de Paris sans pour autant déléguer les tâches d'organisation.

UNE RÉUNION AVEC LA DIRECTION QUI NE PASSE PAS

Suite à la grève, la direction du site UGC Les Halles a décidé d'organiser une réunion le 10 mars au matin. Le numéro un du site avec les deux, trois et quatre du siège se sont retrouvés face à une trentaine de salariés. La direction a balayé les revendications d'un revers de main : « Alors, pour les salaires, c'est non » et « pour les primes, la boîte ne fonctionne pas comme ça. » Le mépris de la direction envers les travailleurs n'a pas manqué d'attiser la colère. Les collègues n'ayant pas encore fait grève pourraient bien rejoindre les autres suite à cet événement. Nous espérons, comme les salariés, que la prochaine grève marquera un grand coup. D'autres sites UGC pourraient soutenir les revendications des travailleurs du cinéma des Halles parce que leurs revendications sont celles de tous les travailleurs d'UGC.

GRÈVES CONTRE LE TRAVAIL GRATUIT À LA POSTE

La Poste assure la distribution des plis électoraux : elle a reçu pour ce faire 50 millions de l'État mais n'embauche personne pour passer cette énorme quantité de courrier, qui s'ajoute à tout le reste. Dans les centres, rien n'est prévu à part charger les postiers sur des tournées interminables pendant deux semaines. Ce travail harassant était il y a quelques années rémunéré sous forme de prime et de toute façon moins pénible, car il y avait plus de personnel. Mais il est devenu un parcours du combattant et les chefs essaient de faire passer la pilule : « Vous serez payés si vous dépassez les horaires » ! Ce qui revient à imposer une grosse charge de travail non-rémunérée. Les facteurs et factrices de Paris 15 se sont saisis du premier tour des élections municipales pour contester cette injustice mais aussi pour se battre contre un projet de suppression massive d'emplois : une semaine de grève ! Une centaine de collègues issus d'une dizaine de bureaux en Loire-Atlantique, dont trois des quatre bureaux de Nantes, ont débrayé également pendant le premier tour, en faisant entre un et quatre jours de grève en fonction du bureau. Les facteurs et factrices de Trélazé dans le Maine-et-Loire ont également fait grève. L'injustice ressentie sur le non-paiement des plis électoraux entre en résonance avec un mécontentement plus général face à une politique de multiplication des tâches non-rémunérées à la Poste : les facteurs en voiture se voient imposer l'ajout d'un nouveau métier, à savoir les activités logistiques, et les facteurs à vélos prennent en charge de plus en plus souvent la distribution de la publicité non adressée (imprimés publicitaires et magazines municipaux ou des conseils généraux et régionaux), dont les contrats dont particulièrement juteux pour la plus grosse entreprise du pays.

CORRESPONDANT • 17/03/2026

ARVO VYLTT • 14/03/2026

MNA de Rouen : leur place est à l'école !

Vendredi 6 mars, c'est la rectrice de Normandie elle-même qui a été obligée de le reconnaître devant les représentants de l'intersyndicale FSU, CGT et Solidaires de Seine-Maritime reçus en audience à leur demande : il n'est pas normal que des jeunes de moins de 16 ans ne soient pas scolarisés ! C'est pourtant le cas de plusieurs des jeunes du collectif des jeunes mineurs non accompagnés de Rouen. Devant la liste précise fournie par les syndicalistes, il était effectivement compliqué de nier l'évidence. Et pour la première fois depuis le début de la lutte du collectif, entamée il y a maintenant plus d'un an, les plus hautes autorités de l'académie présentes autour de la table ne faisaient pas de la reconnaissance par l'ASE de la minorité de ces jeunes une condition préalable à leur scolarisation. Cette reculade est due à l'acharnement du collectif et de ses soutiens mais aussi à la menace de poursuites en justice envisagées sérieusement par le collectif, car c'est la négation des droits fondamentaux des enfants à la scolarisation, pourtant intangible, indépendamment de la nationalité et de la situation administrative de ceux-ci. La présomption de minorité doit être respectée, la nier pour ces enfants venus de pays étrangers est de fait une véritable discrimination. À la fin de l'audience, la

rectrice s'est aussi engagée à ce que tous les jeunes non encore pris en charge par l'ASE ou en attente de leur recours devant le juge des enfants puissent être accompagnés par un adulte référent désigné par le collectif pour les représenter auprès du CIO pour leurs tests d'orientation et leur rendez-vous d'évaluation pour leur niveau de langue française. Une avancée majeure, elle aussi fruit de la mobilisation.

Pas trop le temps de trop se réjouir qu'à peine cinq jours plus tard, le mercredi 11 mars, le rassemblement prévu par les délégués du collectif devant les grilles du rectorat était accueilli par une rangée de CRS avec LBD et boucliers. Le collectif MNA lui-même reste visiblement perçu comme indésirable par la hiérarchie de l'Éducation nationale qui peut faire amende honorable verbalement le vendredi mais reste dans les faits bien lente à ouvrir des places à l'école à ces jeunes. Bref, rien de neuf pour le collectif, qui a fait retentir son slogan une nouvelle fois devant les grilles bien hautes du rectorat : « La lutte, la lutte jusqu'à la victoire » !

CORRESPONDANTE • 17/03/2026



Souffrance et résistance à SNCF Réseau

Bas salaires, dégradation des conditions de travail, sous effectif et réorganisations permanentes. Les cheminots tiraient la sonnette d'alarme depuis longtemps. Il aura fallu les suicides de plusieurs collègues pour que la direction réagisse et fasse quelques annonces, qui ne régleront pas les problèmes de fond. Retour sur une situation dramatique, mais aussi sur des résistances qui portent l'espoir de changer vraiment les choses. Il y a urgence !

DANGER À SNCF RÉSEAU

La SA SNCF Réseau regroupe tous les cheminots affectés à la gestion du réseau. Les deux familles principales de métiers sont l'aiguillage, qui gère les circulations, et l'équipement, qui assure la maintenance et l'entretien des installations. Personne n'est épargné par les réorganisations et suppressions de postes. À l'aiguillage, la direction poursuit ses projets de concentration avec la mise en service de très gros postes géant plusieurs centaines de kilomètres de voies et supprimant donc de plus petits postes, laissant les cheminots qui y travaillaient sur le carreau. Pas mieux à l'équipement, où le manque d'effectif conduit dans quelques endroits à agrandir les parcours d'astreinte ou la fréquence des périodes d'astreinte (ces semaines où les cheminots de l'équipement doivent être disponibles 24 heures sur 24 pour intervenir en cas de panne). Il faut dire que les bas salaires ont fait démissionner nombre de collègues attirés par la concurrence, qui existe depuis longtemps pour ce qui concerne les travaux sur les voies.

Suite aux suicides de plusieurs cheminots, la direction a reçu les organisations syndicales pour annoncer quelques mesures. Soucieuse de son image auprès du grand public, elle annonce une pause de six mois dans les réorganisations. Un bel aveu des conséquences du carnage social qu'elles provoquent ! Comble du cynisme, des militants découvrent certains projets de réorganisation à cette occasion... Ils n'avaient pas encore été communiqués dans les instances selon la stratégie devenue habituelle qui consiste à annoncer le plus tard possible les réorganisations avant leur mise en place. En bref, il s'agirait de se suicider à un rythme moins soutenu afin de ne pas écorner l'image de l'entreprise.

La direction annonce aussi une amélioration du processus de licenciement en cas d'échec en formation, notam-

ment une façon plus humaine de remettre les courriers pour convocation en entretien disciplinaire. Nouvelle trouvaille de la direction : le licenciement bienveillant !

UN EXEMPLE DE RÉSISTANCE À L'AIGUILLAGE

Ce sont justement les licenciements pour insuffisance professionnelle qui se sont multipliés par endroit depuis la fin des embauches au statut en 2020. Sur Paris Sud-Ouest, plusieurs collègues s'étaient déjà fait licencier l'an dernier suite à des échecs aux examens en fin de cursus, c'est à dire après avoir passé plus d'un an et demi dans l'entreprise. Ils auraient pu être reclassés, car déjà habilités sur certains postes, comme cela s'est toujours fait. Mais non, la direction tient à faire la démonstration qu'elle peut nous virer comme elle l'entend.

Nouveauté 2026 : la direction annonce vouloir licencier les aiguilleurs qui échoueraient à une habilitation sur un poste alors que cette étape n'a jamais été éliminatoire. Deux collègues sont concernés par cette menace sur Austerlitz et la solidarité a commencé à s'organiser. À l'unanimité les cheminots sont solidaires, une première journée de grève bien suivie et un rassemblement à une trentaine ont eu lieu mardi 10 mars pour accompagner un collègue en entretien pour licenciement. La mobilisation a fait son effet et la direction évoque la possibilité d'un reclassement au lieu du licenciement. Ce sont ces liens de solidarité qu'il faut renforcer, eux seuls pourront mettre un coup d'arrêt à la politique de casse sociale de la direction.

CORRESPONDANT • 17/03/2026

SNCF : les 35 heures dans le viseur patronal

Les syndicats ont rendu public la volonté de la direction SNCF de s'en prendre aux jours de repos des cheminots, avec l'objectif d'imposer cinq jours de travail supplémentaires par an.

Cela fait plus de dix années que le patronat du ferroviaire ronge son frein et s'échine à construire une ouverture à la concurrence taillée sur mesure pour s'en prendre aux conditions de travail des travailleurs du rail. Chaque étape du processus a été combattue par plusieurs dizaines de milliers de cheminots lors de grèves reconductibles.

En 2016, une convention collective du ferroviaire plus défavorable que l'actuelle réglementation du travail avait vu le jour, alors même que les cheminots SNCF constituaient plus de 90 % des salariés d'entreprises ferroviaires. Le PDG de l'époque, Guillaume Pépy, avait mené l'offensive pour rapprocher la réglementation du travail SNCF de celle de la convention collective, au nom de la compétitivité face à la future concurrence. La grève cheminote, qui avait pris place dans le plus large mouvement contre la loi Travail du gouvernement Hollande, l'avait contraint à reculer.

Avec le même argument de la compétitivité, Jean Castex, ancien PDG de la RATP et nouveau de la SNCF, revient à la charge dix ans plus tard. La réglementation du travail actuelle

SUR LE SITE

QUAND DAVID GAGNE CONTRE GOLIATH

Des travailleuses d'Yves Rocher en Turquie ont gagné leur procès contre leur patron après une longue lutte. C'est une première victoire pour des travailleurs à l'étranger d'une entreprise donneuse d'ordre, mais encore insuffisante.

>> Lire l'article :



n'a pourtant pas empêché la SNCF de faire des bénéfices record ces trois dernières années ni de remporter 80 % des appels d'offres qui ont déjà eu lieu dans le cadre de l'ouverture à la concurrence. Mais dans ce jeu truqué où les patrons, passant d'une entreprise à une autre, se donnent la main pour tirer ensemble vers le bas les conditions de travail, la direction de la SNCF se fait un devoir de montrer l'exemple. Elle a à y gagner ! Cinq jours de travail en plus, ça lui permettrait de supprimer très directement un poste tous les 40 cheminots (les agents SNCF en horaires décalés travaillent un peu plus de 200 jours par an).

Castex a d'ailleurs mené pareille attaque à la RATP, retirant six jours de repos par an aux conducteurs de bus et de tramway en 2023. C'est à présent aux 70 000 cheminotes et cheminots de SNCF Voyageurs que le patronat du transport veut s'en prendre.

Les capacités à entrer fortement en lutte, mais aussi à donner des idées aux autres salariés du transport et au-delà, compteront pour repousser une nouvelle fois l'attaque.

UN GUIDE INOÛI DE BÊTISE



« I faut opter pour une mise en beauté subtile plutôt qu'un maquillage de soirée », « votre ventre ne doit pas être apparent », « les fesses ne doivent pas être moulées », « placez la cravate bien droite », « portez une tenue à votre taille » : voilà un petit florilège des commentaires navrants que les cheminotes et cheminots de TGV ont eu le bonheur de découvrir dans un guide de conseils de beauté délivré par la direction et censé condenser « l'élégance à la française [qui] fait également partie de l'ADN de la marque qu'ils incarnent [et qui] se vit, se ressent et s'exprime à chaque instant ».

Avec, en prime, un classement en morphologies type et les conseils déplacés qui vont avec, la direction courrait droit au bad buzz. Elle l'a eu. Face aux réactions des agents SNCF disant que leur corps n'est pas à disposition de l'entreprise, les dirigeants ont retiré le guide et ont même dénoncé une initiative individuelle malheureuse dont ils n'auraient pas eu connaissance...

Des guides pour être dans des trains toujours à l'heure, pour avoir des augmentations générales de salaire et contraindre son employeur à embaucher, pour remettre le sens de l'intérêt général dans les correspondances de trains entre TGV, Intercités et TER, voilà qui intéresserait bien plus les cheminotes et les cheminots.

CORRESPONDANT • 17/03/2026

DEUXIÈME TENTATIVE DE BÂILLONNER LE COLLECTIF CGT MONOPRIX ÎLE-DE-FRANCE : DEUXIÈME ÉCHEC !

Alain Tsamas était le deuxième membre du collectif CGT Monoprix à être visé par une procédure-bâillon au tribunal intenté par la direction à l'encontre d'un syndicaliste très actif dans son entreprise, mais aussi présent dans bien des luttes en soutien à d'autres secteurs que le commerce.

Alain était accusé de « diffamation » et de « dénigrement » de son entreprise sur les réseaux sociaux pour avoir tout simplement cité des éléments écrits fournis par un directeur de magasin qui avait dénoncé un harcèlement de la part d'un directeur régional des ventes. Une de ses camarades du collectif avait elle aussi gagné en novembre dernier un procès similaire : elle avait mis en cause l'attitude autoritaire d'un cadre de son magasin. Tous deux ont gagné, Monoprix est débouté et doit prendre en charge les frais de justice des camarades.

Deux victoires juridiques qui constituent un encouragement : non, les patrons ne gagnent pas à tous les coups ! Surtout quand vos collègues de travail se mobilisent pour vous soutenir.

CORRESPONDANT • 17/03/2026

Un vote de révolte, une force pour les combats à venir

Le NPA-Révolutionnaires était présent dans 21 communes à ces élections municipales : Paris, Lyon, Marseille, Strasbourg, Toulouse, Lille, Rouen, Nantes, Grenoble, Angers, Bagnolet, Bordeaux, Lormont, Cenon, Caen, Gennevilliers, Ivry, Metz, Nanterre, Rennes, Saint-Étienne-du-Rouvray. Nos 29 listes, dénommées dans la très grande majorité « ouvrières et révolutionnaires », ont obtenu au total 18 500 voix au premier tour des élections municipales. Ce sont autant de travailleurs, travailleuses, retraités ou jeunes qui ont voulu exprimer, par ce bulletin, leur rejet d'un système capitaliste qui exploite, opprime et prépare la marche à la guerre. Par ce vote, nos électeurs ont choisi clairement leur camp social, celui des travailleurs et des travailleuses, et ont affirmé l'urgence de lutter et s'organiser pour arracher leur pouvoir aux ultra-riches et aux patrons.

Ces résultats électoraux sont certes modestes, mais aussi d'autant plus significatifs qu'ils sont à contre-courant de la démagogie sécuritaire et raciste vomie au quotidien sur les plateaux TV et par la grande majorité des partis institutionnels. Nous avons également, à l'instar des autres listes révolutionnaires, subi un boycott quasi total des médias dont la défense de façade de la pluralité des points de vue s'arrête, sans surprise, au fait de donner la parole à des listes qui assument un programme révolutionnaire et internationaliste. Sans compter les cinq millions de travailleurs et de travailleuses étrangers qui vivent, travaillent et payent des impôts ici... mais n'ont pas le droit de vote.

Pendant cette campagne militante, nous avons fait du porte-à-porte et discuté avec des milliers de travailleurs et de

jeunes, d'abord pour constituer nos listes ouvrières et révolutionnaires, puis pour appeler à voter et faire voter pour elles. Nous n'avons pas, à cette occasion, défendu un programme électoral de gestion locale fait de mesures même « radicales »... comme si les problèmes des travailleurs - depuis les allocations, pensions et salaires trop bas jusqu'aux logements insalubres, mais aussi l'escalade guerrière et militariste à l'œuvre - pouvaient se résoudre en gérant un conseil municipal dans l'océan capitaliste.

Nous avons entendu énormément de colère et de ras-le-bol contre les « politiciens » qui prétendent gérer cette société dans laquelle une minorité de parasites à la tête des grandes entreprises se gavent de profits alors que la vie est de plus en plus dure pour la grande majorité. Nos listes ont cherché à lutter contre tout sentiment de résignation face à cette situation en mettant en avant des objectifs de lutte pour le monde du travail. Ceux-ci ne peuvent être atteints que par l'organisation des travailleurs et des populations pauvres afin de résoudre nous-mêmes nos propres problèmes dans la perspective communiste d'une société organisée en fonction de nos besoins à tous et toutes.

En additionnant nos voix avec le reste des listes révolutionnaires (LO, RP, PT), c'est finalement plus de cent mille travailleurs, travailleuses, jeunes et retraités qui ont souhaité donner de la force aux combats qui se mènent chaque jour contre l'austérité, l'exploitation, la violence sociale, le racisme, les guerres, la destruction de la planète... C'est un encouragement pour toutes celles et ceux qui les mènent !

BORIS LETO • 17/03/2026

PLUS DE 100 000 VOIX POUR LES LISTES RÉVOLUTIONNAIRES AUX ÉLECTIONS MUNICIPALES

LO a présenté des listes intitulées « Lutte ouvrière - le camp de travailleurs » dans 240 villes, ce qui représente plus de 10 000 personnes sur ces listes. Elles ont obtenu 74 500 voix et 24 élus, dont 15 ouvriers ou employés. Plus particulièrement là où la gauche n'existe plus et où la contestation du « pouvoir aux exploités et aux fauteurs de guerre » a pu s'appuyer sur un militantisme quotidien, la ténacité des militants de Lutte ouvrière a été reconnue par une frange du monde du travail. C'est par exemple le cas dans le Nord ou le Doubs : à Audincourt (16 %, 394 voix), à Bruay-sur-l'Escaut (8 %, 279 voix), à Fourmies (13 %, 483 voix), à Grand-Charmont (6 %, 94 voix), à Hérimontcourt (18 %, 137 voix) ou

à Valentigney (8 %, 240 voix). Dans les métropoles, les scores de LO sont similaires aux nôtres.

Avant ces élections municipales, nous avons fait la proposition à Lutte ouvrière de nous présenter ensemble. Pendant la campagne, nous avons continué à défendre l'idée que les organisations se réclamant du communisme révolutionnaire et voulant faire entendre les intérêts des travailleurs devraient chercher à intervenir ensemble dans les luttes, mais aussi à apparaître rassemblés dans les élections. Dans les villes où une liste NPA-R côtoyait celle de LO, nos candidats ont d'ailleurs défendu ouvertement cette démarche. Nous continue-

La suite de l'article page suivante ↘

Tableau de nos résultats au élections municipales et ceux de l'extrême gauche

Ville	Tête(s) de liste NPA-R	Nombre de voix pour les listes révolutionnaires (LO, NPA-R, PT, RP)	Nombre de voix pour la liste du NPA-R	Pourcentage des suffrages exprimés pour la liste du NPA-R
Angers	Nicolas Cuisinier et Nouk Glemarec	859	414	0,84
Bagnolet	Gilles Texier et Lilia Jaziri	700	288	3,21
Bordeaux	Esteban Nadal, et Nora Zakri	1470	212	0,21
Caen	Bérange Lareynie	607	364	1,1
Cenon	Christine Héraud	274	274	4,47
Gennevilliers	Sébastien Baroux	269	108	0,97
Grenoble	Baptiste Anglade et Noémi Mondon	1166	724	1,38
Ivry-sur-Seine	Selma Labib et Benoit Chazerand	835	536	3,58
Lille	Damien Scali et Anaïs Gougand	1356	541	0,84
Lormont	Monica Casanova et Laurent Delage	458	293	5,27
Lyon	Raphaëlle Mizony et Anthony Bruno	2443	1 041	0,51
Lyon 8 ^e arrondissement	Raphaëlle Mizony et Anthony Bruno	541	299	1,18
Lyon - Métropole Lyon Est	Anthony Bruno	390	200	0,8
Lyon - Métropole Lyon Sud	Louis Gérin	710	390	1,22
Lyon - Métropole Lyon Sud Est	Raphaëlle Mizony	488	248	1
Marseille (2 ^e et 3 ^e)	Juliette Coleou et Raphaël Duraffourg	439	254	1,72
Metz	Gaël Diaferia et Célia Lejal	452	177	0,54
Nanterre	Thomas Esteves	487	227	1,08
Nantes	Alexandre Gauvin et Sarah Ferron	1893	1 046	0,87
Paris	Blandine Chauvel	12238	5 991	0,73
Paris 13 ^e	Blandine Chauvel	2986	422	0,64
Paris 18 ^e	Océane Bouriat	1234	703	1,11
Paris 20 ^e	Benjamin Guignard	2121	1 162	1,72
Pessac	Isabelle Ufferte	417	417	1,72
Rennes	Victor Darcissac et Juliette Dauver	2544	379	0,51
Rouen	Amaury Renaud	866	351	1,12
Saint-Etienne du Rouvray	Noura Hamiche	444	444	6,48 (ré-élue au conseil municipal)
Strasbourg	Clément Soubise et Loïse Corsini	1032	502	0,58
Toulouse	Guillaume Scali et Nathanaëlle Loubet	2992	438	0,28

Suite de l'article ↘

rons les efforts dans le sens de sa construction d'un tel pôle des révolutionnaires plus que jamais indispensable pour s'affronter aux politiques pro-patronales et à l'extrême droite sans tomber dans les illusions institutionnelles et le nationalisme propagées par la gauche même « radicale ».

Le Parti des travailleurs (PT) revendique pour sa part 3 000 candidats et près de 60 listes. Elles ont obtenu 11 500 voix et des élus à Mainvilliers (9 %, 206 voix) ou à Orthez (7 %, 337 voix) dans le cadre d'une liste intitulée « une mairie à l'offensive » ou encore à Bouffémont, autour d'une liste « union pour la démocratie communale » (26 %, 594 voix). De manière générale, les listes du PT ont mis essentiellement en avant les coupes dans les services publics, les budgets militaires et, plus étrangement, la défense des communes.

Révolution permanente (RP) a présenté huit listes en propre et a soutenu, à Saint-Avold, une liste « ouvrière et solidaire » sans étiquette politique apparente. Les listes de RP ont obtenu au niveau national 12 000 voix dont 2 564 dans les 4 et 5^e arrondissements de Marseille où Mathilde Lanté se présentait comme « militante féministe et révolutionnaire » qui « met son métier [d'avocate] au service des luttes sociales ».

Nous avons des désaccords de fond sur la manière dont ces deux organisations conçoivent les tâches aujourd'hui prioritaires et l'intervention des militants révolutionnaires, ce qui s'est reflété dans la manière de mener nos campagnes respectives. Nous continuerons à débattre fraternellement de ces désaccords dans les temps à venir.

CHRIS MICLOS • 17/03/2026

Alliances aux municipales avec les partis institutionnels de gauche : opportunité militante ou mise à la remorque du « réformisme » ?

Depuis 2015, le POI - qui a conservé l'essentiel de l'appareil du courant « lambertiste » - a intégré la France insoumise et défend, en tout point ou presque, sa politique. Lors de ces élections municipales, Isaline Cornil s'est par exemple présentée à Toulon et a récolté 4 % des suffrages exprimés (2 242 voix). Seuls les lecteurs d'*Informations ouvrières*, le journal du POI, supposeront son identité politique derrière l'étiquette insoumise. Durant sa campagne, elle s'est opposée, par exemple, aux fermetures de classe dans les établissements scolaires et a dénoncé les budgets militaires... tout en s'affirmant en faveur d'une « police municipale de proximité non létale axée sur la tranquillité publique ».

Dépendant des calculs de la gauche plus que de la réalité de la lutte de classe, nos anciens camarades du NPA-A, après avoir œuvré en vain à l'unité de la gauche la plus large jusqu'au PS, appelaient pour leur part à voter « massivement pour les listes de la gauche radicale » autour du mot d'ordre « reprenons les communes ». À Moissac, le NPA-A a soutenu la liste « Fièr-e-s et Solidaires » qui va de Place publique au PCF pour faire 12 % (630 voix). À 20 kilomètres de là, les militants du NPA-A ont rallié la liste « Montauban de Gauche, écologiste et citoyenne » qui se fait sans le PS et avec Génération.s, PCF et LFI : 8,5 % (1 998 voix). En Bretagne, le NPA-A mène la liste « L'Union pour Kemper » en alliance avec LFI : 10 % (2 569 voix). tandis qu'à Montreuil, les militants du NPA-A se sont unis dès décembre à la liste « Vive Montreuil » du maire sortant PCF contre la liste LFI en lice. Militant syndical, François Mailloux est en 9^e position sur une liste qui fait élire 45

conseillers municipaux dès le premier tour. À Arles ou à Pau, le NPA-A a soutenu l'union de la gauche sans LFI tandis qu'à Toulouse c'était l'inverse : maintenant que le second tour est là et les listes fusionnées dans de nombreuses villes, cela revient-il au même ? Seule exception, à Bordeaux, Philippe Poutou a pour sa part défendu une candidature d'extrême gauche indépendante, bien que son programme soit resté très flou : 5 %, et 5 152 voix... qui compteront plus que celles pour le PS ou LFI ?

Malgré ces tactiques de premier tour plus que variables, le ralliement à LFI a été majoritaire au sein des 41 listes soutenues par le NPA-A (qui a fait l'impasse sur Lyon ou Paris). Puissante, volontaire, démocratique, fière, écologiste, populaire, citoyenne, habitante ou encore solidaire mais « insoumises » ou « union de la gauche », laquelle de ces listes a, ne serait-ce que tenté durant la campagne d'exprimer d'une quelconque manière les intérêts propres de la classe ouvrière ? Et quelle politique va désormais être menée dans les mairies par ces alliances de gauche institutionnelle qui sont dans une attitude purement gestionnaire ?

Surtout, si défendre un programme de lutte, voire simplement apparaître différemment de la gauche semble impossible dans les élections, comment envisager de défendre une quelconque politique de classe autonome dans les luttes... sans même parler des perspectives révolutionnaires plus que jamais nécessaires ?

CHRIS MICLOS • 17/03/2026

RENCONTRES NATIONALES OUVRIÈRES

28 & 29 MARS

Pour s'inscrire ➔



SAMEDI

13h 30 - 15h 30

- PLÉNIER

PROGRAMME

DIMANCHE

9h 30 - 12h

- PLÉNIER

➔ « C'EST NOUS QUI TRAVAILLONS C'EST NOUS QUI DÉCIDONS » : QUE VEUT DIRE LE POUVOIR, LE CONTRÔLE OUVRIER, POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE ?

➔ SUR LES RAPPORTS ENTRE SYNDICAT ET POLITIQUE : QUEL POSITIONNEMENT POLITIQUE DES SYNDICATS, APRÈS LES MUNICIPALES ET À UN AN DES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES ?

➔ LA NÉCESSITÉ DE CONSTRUIRE DES GROUPES POLITIQUES DANS LES ENTREPRISES ET LE PÔLE DES RÉVOLUTIONNAIRES : QUELLES COLLABORATIONS ENTRE MILITANTS OUVRIERS D'EXTRÊME GAUCHE ?

16h - 18h 30

- ATELIERS :

1 - GRÈVE DE MASSE, GRÈVE GÉNÉRALE : quelle actualité aujourd'hui ?
- LA MOBILISATION CONTRE L'AMIANTE ET SES EFFETS à travers l'exemple d'une grève récente à La Poste

2 - RETOUR SUR UNE GRÈVE RECONDUCTIBLE sur les salaires dans l'industrie pharmaceutique
- LES GRÈVES DANS LE NETTOYAGE À GRENADE, atelier animé par des militants d'IZAR (Izquierda Anticapitalista Revolucionaria)

3 - LES ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES EN 2026 DANS LE SECTEUR DES TRANSPORTS : quelle politique pour les révolutionnaires ?
- LES GRÈVES DANS LA MÉTALLURGIE À GÈNES, atelier animé par des militants de Lotta Comunista

4 - SECTEUR AÉRONAUTIQUE : HEURES SUPPLÉMENTAIRES, CHANTAGE À L'EMPLOI... comment s'opposer aux montées en cadence ?
- LA POLITIQUE DE IG METAL FACE AUX LICENCIEMENTS EN ALLEMAGNE, atelier animé par des camarades du RSO (Revolutionär Sozialistische Organisation)

5 - NOTRE PRESSE D'ENTREPRISE : comment écrire au mieux son bulletin de boîte ? À vos stylos !

6 - COMMENT CHANGER L'AMBIANCE AUTOUR DE SOI AU TRAVAIL ?
Expériences dans le milieu hospitalier
LES TRAVAILLEURS CONTRE L'ICE AUX ÉTATS-UNIS À TRAVERS L'EXEMPLE D'UNE LUTTE DE SOIGNANTS, atelier animé par des militants de SON en visio (Speak Out Now)

19h 30

- PLÉNIER

➔ QUELLE SITUATION POLITIQUE APRÈS LES ÉLECTIONS MUNICIPALES ET QUELLES PERSPECTIVES POUR LES MILITANTS RÉVOLUTIONNAIRES ?

DISCUSSION INTERNATIONALE AVEC DES MILITANTS OUVRIERS DES ÉTATS-UNIS (Speak out now, en visio)
D'ALLEMAGNE (Revolutionär Sozialistische Organisation)
ET DE L'ÉTAT ESPAGNOL (Izquierda Anticapitalista Revolucionaria) : TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSONS-NOUS !

➔ VAGUE DE LICENCIEMENTS ET FERMETURE DE L'USINE STELLANTIS POISSY : COMMENT SE COORDONNER AVEC D'AUTRES ENTREPRISES EN LUTTE ?

➔ PROTECTIONNISME ET NATIONALISME ÉCONOMIQUE : COMMENT EN DISCUTER AVEC LES COLLÈGUES DE TRAVAIL ET AU SYNDICAT ?

➔ COMMENT COMBATTRE L'INFLUENCE GRANDISSANTE DES IDÉES D'EXTRÊME DROITE DANS NOS MILIEUX DE TRAVAIL ?

➔ LES PROBLÈMES DE LA RÉPRESSION DANS LES ENTREPRISES CONTRE MILITANTS ET TRAVAILLEURS DU RANG : EXEMPLE DE LA POSTE

13h - 15h 30 - ATELIERS :

1 - RETOUR SUR LA GRÈVE DES CAMIONNEURS DE STELLANTIS : comment se coordonner avec d'autres sites ?
- ACCEPTER OU NON DES MANDATS CSE, PRENDRE OU NON DES RESPONSABILITÉS SYNDICALES, DEVENIR DÉLÉGUÉ SYNDICAL OU NON : comment des militants révolutionnaires se posent-ils ces questions ?

2 - LES 80 ANS DE LA SÉCU ET LE SALAIRE SOCIALISÉ
- LA LUTTE CONTRE LA CHASSE AUX CALOTS À L'HÔPITAL

3 - LA LUTTE POUR LA SÉCURITÉ FERROVIAIRE DU POINT DE VUE DES TRAVAILLEURS DU TRANSPORT
- MILITARISME, RÉARMEMENT, BELLICISME : et les travailleurs dans tout ça ?

4 - TRAVAIL SOCIAL : situation du secteur et actualité des luttes
- EAU ET ASSAINISSEMENT, TRANSPORTS... Comment s'opposer aux attaques patronales lors du transfert des salariés à la suite des appels d'offre ?

5 - IA, ALGORITHMES, LOGICIELS DYSFONCTIONNELS : DES NOUVELLES TECHNOLOGIES TOUJOURS PAS AU SERVICE DU MONDE DU TRAVAIL : Exemple du secteur du transport
- À LA SNCF, LE PROBLÈME DU CORPORATISME ET DES GRÈVES PARTIELLES : comment intervenir dans ces luttes ? Retours d'expériences récentes à Strasbourg et Lyon

6 - LE PROBLÈME DU SYNDICALISME « MAFIEUX » DANS LES ENTREPRISES
- CAISSES DE GRÈVES : mise en place, utilisation... et problèmes posés dans les mouvements

LES 28 ET 29 MARS PROCHAINS AURONT LIEU LES RENCONTRES NATIONALES OUVRIÈRES (RNO) !

Organisées par le NPA-Révolutionnaires pour la quatrième année consécutive, ces rencontres réuniront des militantes et militants d'entreprise de nombreux secteurs pour échanger sur leurs conditions de travail, discuter des problèmes rencontrés dans leur activité politique et syndicale et se former collectivement pour mieux faire face aux attaques du patronat.

C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons ! Derrière le slogan, comment envisager concrètement, dans les secteurs où nous intervenons, un réel contrôle sur la production pour mettre à mal le pouvoir des patrons ? Quelles réponses des travailleurs face aux plans de licenciements qui continuent de pleuvoir ? Comment agir comme militant révolutionnaire dans les syndicats ? Quelle est la nature de ces organisations et comment évolue-t-elle ? Comment contrer l'influence de l'extrême droite et, notamment, les idées protectionnistes ?

Voici quelques-uns des sujets que nous abordons... Et, puisque les travailleurs n'ont pas de patrie, des militants de différents pays seront présents pour participer à nos échanges, notamment des États-Unis (Speak Out Now, en visio), d'Allemagne (Revolutionär Sozialistische Organisation) et de l'État espagnol (Izquierda Anticapitalista Revolucionaria).

RÉCIT



ET LA JOIE DE VIVRE

GISÈLE PELICOT

Flammarion, 2026, 320 p., 22,50 €

Et la joie de vivre, écrit par Gisèle Pelicot et l'écrivaine Judith Perrignon, raconte tout ce que cette histoire présente à la fois d'exceptionnel et de presque banal. Jusqu'où aussi et comment des femmes et des hommes peuvent les combattre. L'histoire de Gisèle Pelicot est un épisode sidérant de ces formes de barbarie, mais aussi des réactions et résistances collectives qu'elles suscitent. Son récit - précis, sobre, très factuel mais hypersensible - présenterait presque un caractère sociologique, sur la vie d'une jeune femme d'un milieu populaire, née en 1952.

Gisèle Pelicot évoque une vie en milieu ouvrier très loin de toute conscience de classe, très centré sur l'accomplissement familial, l'endettement, voire le surendettement, pour offrir aux gosses des loisirs, des études... Elle frôle les courants de pensée de son époque sans s'y arrêter. Elle évoque *Le Deuxième Sexe* de Simone de Beauvoir, en précisant qu'elle n'a pas cherché à le lire.

Gisèle Pelicot déroule la pelote de sa vie sous forme de souvenirs qui l'assaillent brutalement, à partir d'un premier rendez-vous à la police un matin de novembre 2020, où elle apprend que son mari est sous le coup d'une plainte et enquête judiciaire... Stupeur et effarement. Le « scoop » a été le courage de cette femme de finalement refuser le huis clos et de lui préférer le grand jour. Au grand dam des inculpés et de leurs avocats. Mais la honte avait changé de camp.

Gisèle Pelicot rend un hommage émouvant à toutes les femmes et hommes qui l'ont soutenue dans cette épreuve. « Cette histoire ne m'appartient plus totalement... » Selon Le Parisien du 9 mars dernier, l'ouvrage serait « un best-seller qui secoue le monde », traduit dans 22 langues. Tant mieux, mais un signe que les violences faites aux femmes restent on ne peut plus prégnantes et tristement spectaculaires dans société capitaliste !

MICHELLE VERDIER

Article complet sur notre site



MUSIQUE

IL Y A CINQUANTE ANS : QUAND LE PUNK A DYNAMITÉ L'ANGLETERRE



Le punk, enfant terrible du rock, explosa en Angleterre à partir de 1976 comme un cri de révolte. Son look provocateur et ses slogans contestataires incarnaient la colère d'une jeunesse marginalisée. Le punk plonge ses racines dans l'Amérique du milieu des années 1970. Quand la vague traversa l'Atlantique, elle rencontra une jeunesse anglaise confrontée à l'inflation, aux coupures d'électricité et au chômage. Le mot « punk », initialement une insulte pour désigner marginaux et voyous, devint un étendard revendiqué, une fierté provocatrice face au mépris social et au conformisme.

Margaret Thatcher s'empara du pouvoir en 1979. La grève des mineurs de 1984-1985 provoqua un mouvement de solidarité. Le groupe Crass, directement lié à l'anarchisme, organisa des collectes et des distributions de vivres dans les villages miniers. C'est durant ces années que le punk durcit le ton. Son héritage perdure chez ceux qui dénoncent l'ordre social établi et entendent le combattre. Comme le clame toujours la devise du genre : « Punk's not dead »!

MARTIN ERAUD

Lire l'article très étayé du 24 février, sur notre site



DOCUMENTAIRE

TERRORISME D'ULTRADROITE,

DE RAPHAËL TRESANINI ET JEAN-PIERRE CANET

Sous-estimée, la menace du terrorisme d'ultradroite s'est intensifiée durant la dernière décennie. C'est le sujet de ce documentaire en deux épisodes, disponible sur arte.tv jusqu'au 15 décembre 2026.

Lire notre article sur le site NPA-R



PARUTIONS RÉCENTES

Retrouver les différentes critiques de cette sélection sur notre site, à la rubrique Culture.



ROMANS

LES BELLES PROMESSES

PIERRE LEMAITRE
Calmann-Lévy, 2026, 512 p., 23,90 €

Après sa trilogie sur l'entre-deux guerres, *Les Enfants du désastre*, Pierre Lemaître enchaînait par une tétralogie, *Les Années glorieuses*, débutant en 1948. Vient donc de paraître le quatrième volume, *Les Belles Promesses*, s'achevant cette fois sur l'année 1963. L'année de la construction du périphérique parisien. À Paris, le béton et le BTP. À la campagne ? L'heure est au remembrement, pour « constituer une agriculture plus intensive ». On attend avec impatience la prochaine trilogie (ou « tétralogie » ?) sur les années 1980 envisagée par l'auteur.

FINISTÈRE

ANNE BEREST
Albin Michel, 2025, 432 p., 23,90 €

Trois générations, trois hommes et trois engagements politiques. Son père, jeune révolté, a traversé Mai 68 avec enthousiasme et a contribué à la construction de la Ligue communiste à Brest.

LES ORPHELINS : UNE HISTOIRE DE BILLY THE KID

ÉRIC VUILLARD
Actes Sud, 2026, 176 p., 20,90 €

Comme dans ses ouvrages précédents, Éric Vuillard dévoile les angles morts de l'histoire. Cette fois, il s'agit du mythe de la figure de Billy the Kid. Une figure réinventée (mais plus véridique que son mythe) par l'auteur. Et les petits truands à la solde des grands propriétaires de l'époque évoquent immanquablement la réalité d'aujourd'hui.

SCIENCE

LA VIE À PORTÉE DE MAIN

CHRISTOPHE GALFARD
Albin Michel, 2025, 571 p., 22,90 €

Après le succès de son précédent livre, *L'Univers à portée de main*, dans lequel il expliquait les découvertes de l'astrophysique, Galfard récidive en s'attaquant cette fois au vivant. En six parties, rythmées par des chapitres courts et accessibles, *La Vie à portée de main* nous emporte depuis l'immensité de l'espace et la formation de la Terre jusqu'au fonctionnement microscopique des processus cellulaires. Le livre nous fait prendre conscience des différentes échelles de temps et de taille des processus vivants, depuis l'extinction d'espèces entières à une réaction chimique impliquant un seul électron.

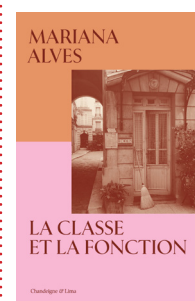
LE CASSE ULTIME

DON WINSLOW
HarperCollins, 2026, 384 p., 22,50 €

Le célèbre auteur contestataire de romans noirs américain nous avait habitués à ses enquêtes sur la « guerre à la drogue », mettant en cause la complicité de la CIA avec les narcotrafiquants. Cette fois, il s'agit d'un recueil de six nouvelles. À noter la première donnant le titre au volume, *Le Casse Ultime*, une sorte de discours de la méthode permettant de réussir une mission « impossible », de quoi inspirer tout militant !



LA CLASSE ET LA FONCTION



MARINA ALVES
Chandeigne et Lima, 2026, 112 p., 18 €

Ce court roman décrit la vie d'une famille de domestiques d'origine portugaise dans un immeuble cossu du 16^e arrondissement de Paris. L'auteur nous offre un tableau poignant (et révoltant !) de la condition des domestiques. Le style concis et très clair est un des atouts du roman.

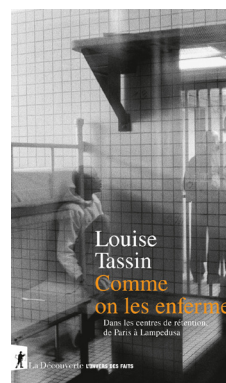
ENQUÊTE

COMME ON LES ENFERME : DANS LES CENTRES DE RÉTENTION, DE PARIS À LAMPEDUSA

LOUISE TASSIN

La Découverte, 2026, 288 p., 22 €

L'autrice, sociologue de formation, a réalisé lors de sa thèse de nombreux entretiens dans des centres de rétention administrative où les États détiennent des migrants. Les salariés de ces centres sont sous-payés et souvent issus eux-mêmes de l'immigration. Ils deviennent les garde-chiourmes de migrants encore plus démunis qu'eux. Elle dénonce implacablement les politiques criminelles de l'Union européenne contre les migrants.



Alice Cordier : « pierre-feuille-ciseau- ... SS »

La cheffe du collectif d'extrême droite Némésis a des fourmis dans les doigts. Le 5 mars, des photos d'elle faisant un signe SS avec un apprenti fasciste sont ressorties. La voilà bien embêtée. Première parade : « J'étais jeune. » Deuxième parade : « C'est le signe du groupe de rap l'uZine. » Dommage pour elle, il y a une différence entre le Set et le Z, et le groupe de rap se déclare contre l'extrême droite et le racisme. Troisième parade : « J'attaque en justice tous ceux qui font de moi une nazie pour avoir fait des signes nazis aux côtés d'un néo-nazi. »

De la part d'un collectif qui instrumentalise la lutte contre l'antisémitisme pour mieux soutenir les massacres en Palestine, c'est sûr, ça fait mauvais genre. Chassez le naturel, il revient au galop.

A.M. • 17/03/2026

JOURNÉE « PORTES OUVERTES »... AU COMMISSARIAT

Mercredi 4 mars au Havre, ce n'est ni à la fac, ni au lycée, ni au centre d'apprentissage que se déroulait la journée portes ouvertes. C'est bien le commissariat de la ville qui accueillait les lycéens, étudiants et chômeurs en parallèle de sa campagne de recrutement pour les 18-30 ans. Journées portes ouvertes : entre ça et les journées « découvertes de métiers » dans les lycées durant lesquelles flics et militaires font leur pub, la police semble rencontrer quelques galères pour recruter. Le rêve de devenir « la matraque contre les travailleurs pauvres et les immigrés » ne prendrait-il pas chez les plus jeunes ? Tant mieux !

PARCOURSUP, MONMASTER, QUEL AVENIR SOUS LE CAPITALISME ?

Le 12 mars était la date de la fin de la formulation des vœux sur les plateformes, le moment fatidique où on impose à plusieurs milliers de jeunes de « choisir » leur avenir. Mais les enfants des classes supérieures ont déjà une place réservée dans les meilleures écoles privées, tandis que les enfants d'ouvriers devront accepter les propositions que leur feront Parcoursup et MonMaster. Peu importe si ça implique de déménager à l'autre bout de la France ou d'accepter une formation qu'on ne voulait pas... sans compter celles et ceux qui se retrouveront sans aucune proposition d'inscription. De quoi nous forcer à aller bosser sans diplôme pour nous transformer en main-d'œuvre bon marché, et sinon... le service militaire, for sure !

Vent de colère sur les lycées contre l'austérité

Depuis début mars, la mobilisation fait tache d'huile sur les lycées marseillais : Mandela, Diderot, Saint-Charles, Montgrand, Artaud, Victor-Hugo... et encore d'autres aujourd'hui ! Grève, blocages, assemblées générales et rassemblements mettent au coude à coude professeurs, personnel non enseignant, parents d'élèves ainsi que lycéennes et lycéens.

Les raisons de la colère ? L'annonce par le rectorat d'une diminution des dotations horaires globales pour la rentrée 2026, qui déterminent les heures d'enseignements. Les lycées sont mis au régime sec, en particulier ceux des quartiers populaires : suppressions d'options, de spécialités, de doublages de classe... De quoi aggraver encore la ségrégation sociale dans l'éducation. Certains établissements perdent jusqu'à 10 % de leurs moyens !

Les tentatives d'intimidation de la police comme aux lycées Thiers, Artaud et Victor Hugo avec interpellations (y compris au domicile des lycéens !) et gardes à vue à la clé, n'ont pas fonctionné. « Leur répression n'éteindra pas notre détermination », répondent les jeunes mobilisés sur une banderole.

Dans tous les lycées, on discute et on s'organise pour étendre le mouvement. Mardi 17, une manifestation appelée par des collectifs d'enseignants, personnel, élèves et parents mobilisés, à laquelle a appelé également l'intersyndicale, a rassemblé plus de 2 000 personnes. Une manifestation fournie et dynamique, avec un gros cortège de lycéens en tête, salué par l'ensemble des présents.

Les coupes dans les moyens ne sont pas une spécialité marseillaise. Le gouvernement annonce 4 000 postes d'enseignants en moins pour septembre, en prétextant que les caisses sont vides et que le nombre de jeunes diminue. Pourtant, il y a des milliards pour l'armée et pour les subventions patronales !



Les lycéens ne sont pas dupes. À Saint-Charles, une banderole affiche « Des thunes pour l'école, pas pour l'armée » et dans la manifestation du 17 on chantait : « C'est pas l'éducation qui coûte cher, c'est l'armée et c'est la guerre ! »

Les lycées mobilisés à Marseille comptent bien continuer à se faire entendre, et à décider tous et toutes ensemble du rythme de leur mobilisation. Pour que la colère fasse contagion, dans les Bouches-du-Rhône et, espérons-le, au-delà, dans l'assemblée générale après la manif du 17, on discute des modalités pour continuer à s'adresser à d'autres, de tournées de bahuts en commun entre profs, personnel non enseignant et élèves, et de la volonté de construire une journée nationale de mobilisation pour le 26 mars au plus tard.

CORRESPONDANTS • 17/03/2026

De Toulouse à Nanterre : police partout, justice nulle part



LES COWBOYS SOUS UNIFORME...

À Toulouse le 27 février, la BAC débarque pour cambriolage, par la fenêtre d'une maison. Le cambriolage en question ? Evan, 19 ans, chez lui, dans le noir en raison d'une coupure d'électricité. Entre personnes civilisées, le quiproquo aurait vite été réglé : « Bonjour Monsieur, que faites-vous ici ? - C'est chez moi. - Très bien, bonne soirée. » Mais chez les flics, on ne fait pas dans la civilité, surtout face à un jeune homme noir. Leur manière d'éclaircir la situation a été de passer à tabac Evan avant de prendre la fuite en découvrant leur erreur. Entrée par effraction, coups et blessures, délit de fuite, non-assistance à personne en danger : c'est qui la racaille ?

... PROTÉGÉS PAR LES JUGES EN ROBE

La police de Toulouse aurait sans doute préféré passer l'agression sous silence. Pas de bol pour eux, les photos et la plainte de la famille ont été révélées en mars. La plupart du

temps, pour les violences policières, la justice traîne des pieds, espérant enterrer les affaires ou en limiter les retentissements. Les flics du commissariat du 20^e arrondissement de Paris, où a été tué El Hacen Diarra en janvier, sont ainsi toujours en activité pendant que l'instruction stagne. Pour Nahel Merzouk, 17 ans, tué à bout portant à Nanterre en 2023, c'est la vague de protestation dans la rue qui avait poussé le parquet à finalement poursuivre ce mal nommé « gardien de la paix » aux assises pour homicide volontaire. Mais maintenant que les émeutes se sont éteintes, cette justice de classe a finalement rétrogradé.

Début mars, la cour d'appel de Versailles a requalifié les faits de « violences ayant entraîné la mort sans intention de la donner » qui seront finalement jugés devant une cour criminelle.

Le ping-pong judiciaire cache bien mal que l'impunité est organisée au plus haut. Laurent Nuñez, préfet de police à l'époque et désormais ministre de l'Intérieur, avait appuyé une procédure dérogatoire pour muter le policier. Le directeur général de la police nationale, puis le secrétaire général du syndicat des commissaires, s'étaient relayés sur les plateaux TV pour le défendre. L'extrême droite avait organisé pour lui une cagnotte. Résultat des courses après deux ans : le voilà libre, presque blanchi, millionnaire, et muté au soleil. Le crime paie quand on a l'État avec soi.

ALEXIS MICSHEN • 17/03/2026

SUIVEZ LE NPA JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES ET PRENEZ CONTACT !

SITE WEB : npa-jeunes-revolutionnaires.org | FACEBOOK : NPA Jeunes Révolutionnaires | X (TWITTER) | INSTAGRAM | TIKTOK : @npajeunes_revo

**NPA
JEUNES
RÉVOLUTIONNAIRES**